

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 36. — Vendredi 16 mai 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

LA LEÇON DE TOURCOING

Il y a quelques semaines, quatre syndicats unitaires de Tourcoing sont partis dans l'autonomie. Ce sont ceux du Tapis, de l'Alimentation, des Transports, du Bâtiment. En outre les minoritaires avaient déjà créé un syndicat autonome du textile parce qu'ils avaient perdu la direction du syndicat unitaire. Il y a donc actuellement à Tourcoing cinq syndicats autonomes qui, il y a quelques mois étaient encore à la C.G.T.U.

C'est une situation extrêmement grave pour le mouvement syndical de la région du Nord et l'Opposition unitaire avait mille fois raison de jeter son cri d'alarme contre les menaces de scission et d'autonomie.

Pour comprendre aisément la situation à Tourcoing il est indispensable de rappeler brièvement la succession des faits et des événements qui s'y sont déroulés depuis quelques années.

D'abord il faut dire très nettement que les militants responsables de Tourcoing ont toujours depuis des années manifesté des tendances réformistes et opportunistes nettement caractérisées. Devant le puissant consortium patronal, ils n'ont jamais réussi à prendre une position nette qui leur aurait permis non pas d'engager des batailles décisives, mais de regrouper autour des organisations unitaires et révolutionnaires les ouvriers de cette grande cité textile, fatigués et découragés par les défaites subies au cours des années précédentes.

Cela est si vrai, qu'on pouvait constater que, chaque fois qu'il était question d'augmentation ou de diminution des salaires, suivant les conjonctures, tous les ouvriers avaient les yeux tournés vers les confédérés (malgré leurs faibles organisations) lesquels se livraient à des pourparlers interminables avec le patronat. Les organisations syndicales perdaient lentement, mais régulièrement leur influence et leurs adhérents.

Quand des militants extérieurs intervenaient pour tenter de faire cesser cet état de choses, ils rencontraient toujours une opposition tantôt voilée, tantôt catégorique de la part des militants de Tourcoing. Au textile, on trouva mille et une raisons pour ne pas aller — ou pour retarder le plus possible l'adhésion — au syndicat régional, organisme absolument nécessaire pour coordonner l'action contre le puissant consortium patronal. Pendant la grève des tapisseurs on ne voulait pas qu'un orateur du bureau confédéral parle aux grévistes pour ne pas les effaroucher, alors qu'ils appartenaient tous au syndicat unitaire.

Cependant pendant l'été de 1928, il y eut de l'effervescence dans quelques usines et quelques semaines après la magnifique départ de la grève d'Halluin, on lança également le mot d'ordre à Tourcoing et cela dans des conditions d'impréparation inouïe. Naturellement ce fut l'échec au bout de quelques jours. Par la suite, on a vainement tenté de reje-

ter la responsabilité de ce mouvement précipité sur Declercq qui, par la grève de Tourcoing, voulait soutenir les ouvriers d'Halluin. La réalité est que c'est toute la politique du Parti et de la C.G.T.U. qui avait créé cette situation.

Ce sont les premières mesures prises par le Parti — empêchant Pierpont et Thiévers d'être candidats aux élections municipales de Tourcoing — qui ont ouvert la crise, la majorité des adhérents du parti se solidarisant avec eux. Puis vinrent le 1er août, le congrès confédéral suivi de celui de l'Union régionale. Tout cela n'était pas fait pour arranger les choses :

La politique stupide du parti, les maladresses et les procédés de polémique en honneur dans les deux camps ont provoqué la cassure.

El maintenant nous avons encore à Tourcoing un syndicat du textile affaibli, quelques petits syndicats comme ceux des métaux et des cuirs et peaux. Les autres sont dans l'autonomie. Dans ses attaques contre les conditions d'existence des travailleurs, plus que jamais le patronat joue sur le velours.

Après un stage de quelques mois au Comité pour l'indépendance, c'est l'autonomie pour cinq syndicats.

Mais où ceux-ci s'arrêteront-ils ? Il est assez malaisé de le dire dès maintenant, les circonstances locales jouant un très grand rôle dans l'orientation des minoritaires à Tourcoing.

Dans un petit organe publié par les cinq syndicats autonomes, Dewite, du textile, a publié un article où il étale toute sa vanité et son ignorance de jeune bureaucrate. Que dit-il dans cet article ? Qu'au syndicat on ne doit pas faire de politique; qu'on ne doit s'y occuper

que des intérêts immédiats des ouvriers, de leurs revendications purement matérielles et économiques.

C'est pour ces raisons-là que Dewite, qui était encore au Parti il y a six mois — et en plein dans la ligne — a formé un syndicat autonome du textile.

Mais écoutons Vermandel qui paraît être le théoricien des autonomes de Tourcoing. Il déclare carrément que l'autonomie n'est pas définitive — qu'elle ne constitue qu'un stade provisoire, et qu'elle cessera aussitôt qu'on trouvera une C.G.T. habitable pour tous.

Mais quelle C.G.T. ? Celle de Jouhaux et des briseurs de grève ? Celle de Monmousseau ? Ou bien une C.G.T. unifiée ?

Mais ce sur quoi nous sommes déjà fixés, c'est que, dans la voie où ils se sont engagés, les autonomes de Tourcoing restreindront — peut-être malgré eux pour certains — de plus en plus l'horizon social des ouvriers qu'ils dirigent. Toute idéologie révolutionnaire sera peu à peu bannie de leurs organisations pour faire place aux préoccupations purement matérielles des corporants, ou pour mieux dire, à une idéologie vaguement travailliste.

La situation à Tourcoing est très grave. Elle menace de le devenir aussi dans d'autres coins du Nord. Mais fort heureusement, nous avons maintenant une Opposition unitaire qui apporte aux camarades sérieux de la C.G.T.U. et de la politique des Monmousseau et des Gilton l'alarme à juste titre, autre chose que l'indépendance et les théories apolitiques qui, trop souvent, conduisent à l'autonomie d'abord, et finalement à la C.G.T. de Jouhaux.

PAUL.

Racovsky perquisitionné !

Isolé, malade, Racovsky est encore dangereux pour la clique stalinienne. C'est cette dernière elle-même qui le reconnaît, puisqu'elle a jugé bon d'envoyer des agents du Guépéou opérer une perquisition au domicile de notre camarade. La rédaction du Bulletin (russe) de l'opposition a reçu à ce sujet l'information suivante :

On nous écrit :

« Au milieu de février, les agents du Guépéou ont fait chez Ch. G. Racovsky, une perquisition qui dura sept heures. Ils emportèrent tout; entre autres, semble-t-il, le projet d'un nouvel appel au Parti. L'agent qui commandait l'opération, dit à Racovsky : « Vous nous tenez « par le pan de la veste. » Ces paroles méritent vraiment de devenir historiques. Malheureusement, nous ne les tenons pour l'instant que « par le pan ». Mais il faudra bien que cela change un jour. »

L'auteur de cette lettre a raison : les paroles de l'agent du Guépéou doivent entrer dans l'histoire. Elles

ne viennent certainement pas de lui, mais lui sont parvenues d'en haut, par les différents degrés de l'échelle hiérarchique. Ce sont les paroles du « génial secrétaire » lui-même (en russe : *gensec*, abrégé de secrétaire général). A toutes les étapes, à tous les zigzags et tournants des dernières années, la victorieuse et puissante fraction de Staline n'a pas fait un seul pas librement : toujours l'opposition de gauche, soi-disant « vaincue et anéantie », la tirait « par le pan » des bras de Tchang-Kai-Chek, de Purcell, du « puissant paysan moyen », et du bloc avec Brandler, Roy, Lovestone, Boukharine (vieux style). Staline a décidé d'opérer un brusque et audacieux tournant à gauche pour se détacher à jamais de l'opposition. Mais il a manqué son coup.

Alors, que faire ? Comment « que faire » ? : Simplement perquisitionner chez Racovsky, emporter ses documents, arrêter sa correspondance. Quand on est pauvre d'idées, il faut empêcher les autres de penser !

Derrière l'indépendance

Dans le *Cri du Peuple* de mercredi, Chambelland adresse une « Première lettre ouverte aux « centristes » de l'enseignement », qui se termine par des questions précises et par la demande d'une réponse claire.

Nous n'aurions rien à en dire et n'aurions pas songé à intervenir si, dans cette lettre, la *Vérité* n'était nettement mise en cause.

Chambelland s'efforce visiblement d'effrayer nos camarades de l'Enseignement et de les mettre en garde contre nous. Il leur rappelle que nous ne voulons pas entendre parler de l'« indépendance du syndicalisme » et que nous avons écrit que l'autonomie syndicale est une « formule usée et dangereuse ». Comment, après des déclarations aussi horribles, peut-on se rencontrer avec nous ?

Mais il y a une question que Chambelland oublie volontairement de poser et qui éclaire tout de suite la situation : pourquoi les camarades de l'Enseignement, qui approuvent leur direction fédérale, n'ont-ils pas adhéré au Comité pour l'indépendance du syndicalisme et pourquoi participent-ils aujourd'hui à la formation d'une opposition unitaire ? La réponse toute simple qui s'impose, c'est que la position prise par ledit Comité n'est pas la leur.

On sait que les camarades de la direction fédérale de l'Enseignement ont, au lendemain de leur congrès de Besançon, élaboré une plate-forme précisément pour formuler clairement leur point de vue. Puis, plus tard, ils ont senti la nécessité de s'adresser à l'ensemble des unitaires pour rassembler tous ceux qui ont une position identique à la leur tant à l'égard de la direction confédérale que du comité pour l'indépendance. C'est ainsi qu'est née l'Opposition unitaire et c'est sur cette base qu'elle entend rester. Chacun devrait trouver cela parfaitement admissible et normal. Et si, sur ce point, direction confédérale et Comité pour l'indépendance se rencontrent, c'est parce que l'une et l'autre prétendent former un bloc unique de tous ceux qui jugent funeste la politique de Monmousseau-Gilton.

Pour nous, nous avons défini notre attitude dès le congrès confédéral, nous l'avons toujours défendue avec des arguments que, jusqu'ici, on n'a pas réfutés, et les événements qui se sont déroulés depuis le congrès l'ont, selon nous, pleinement justifiée. Par contre, quand le *Cri du Peuple* discute avec nous, son principal argument est de nous accuser d'être des « staliniens ». C'est assez risible, mais on peut aussi comprendre que nous trouvions parfois la plaisanterie de mauvais goût et que nous le disions.

Derrière la formule trompeuse de l'« indépendance », le *Cri du Peuple* et le comité dont il est l'organe ne peuvent travailler utilement à « sauver la C.G.T.U. ». Par contre, elle leur permet de s'efforcer de liquider le communisme, en douce... Il n'est pas besoin de chercher ailleurs ce qui nous sépare. — A. Rosmer.

LA SEMAINE

La libération des emprisonnés.

Après dix mois de détention, la bourgeoisie rend à la liberté les principaux militants du parti qu'elle maintenait en prison par la plus insolente raison d'Etat. La police a posé dix mois sa botte sur le comité central du parti.

Florimond Bonte écrit impudemment que ce sont « les manifestations du 6 mars, les grèves puissantes du 1er mai, les démonstrations de rues dans les villes industrielles » qui ont forcé les portes des prisons. Malheureusement il n'en est pas ainsi. Et par la faute de Florimond Bonte. Si la bourgeoisie a délivré les emprisonnés après avoir fait l'épreuve, du Premier Mai, ce n'est malheureusement pas sous la poussée de puissantes manifestations qui n'existeraient pas. Elle maintient dans ses prisons le plus populaire des emprisonnés, André Marty.

La manœuvre de basse politique baptisée « Complot » s'avère à la taille des circonstances. Les dirigeants du parti qui l'utilisaient pour des comparaisons à l'avantage de leur politique avec les complots antérieurs et l'action antérieure du parti voient ramener à ses justes proportions la crapuleuse opération de police de Tardieu.

Aux ouvriers du parti de lutter maintenant pour remettre le parti sur la voie qui mène à l'ébranlement de la bourgeoisie.

La fête de Jeanne d'Arc.

Sous la pluie, ministres, militaires et curés ont célébré le culte de la patrie et de l'union nationale. Quelques milliers d'enfants de la bourgeoisie ont apporté à la sainte le tribut de leur vocation fasciste. Malgré le patronage donné par les ministres à ce rallye réactionnaire, la fête n'a pas eu grand éclat. La bourgeoisie n'a pas besoin pour le moment de placer sur la scène le patriotisme clérical militant. Elle le garde en réserve, l'entretenant dans des congrès eucharistiques. Le régime de conservation à poigne Poincaré-Tardieu lui convient pour l'instant.

Mais insidieusement elle organise le développement des Jeunesses Ouvrières Chrétiennes par lesquelles le patronat corrompu et les curés empoisonnent les jeunes ouvriers. Leur croissance dans la région parisienne doit alerter les ouvriers conscients. Le moyen le plus efficace de les combattre est de faire à nouveau des jeunes communistes des organisations vivantes capables d'attirer les jeunes prolétaires, de les entraîner et de les éduquer.

La session de la S.D.N.

Grande affluence de ministres à la 59^e Session de la S.D.N. En principe elle est consacrée aux « travaux de routine ». Mais comme d'habitude, place sera faite aux travaux de combine. Dans les coulisses c'est surtout les conversations de Briand et des Italiens qui joueront. Le dialogue des impérialismes a été brillant ces derniers jours. Discours agressif de Grandi venant après les lancements de navires à grand spectacle, parade navale de Doumergue dans les eaux algériennes, discours ardent de Mussolini aux cadets des écoles navales. Le désarmement naval continue.

Questions et réponses

On savait déjà que les préposés aux échos de la V. O. n'étaient pas des as. L'auteur des échos du dernier numéro a eu la main particulièrement malheureuse. Il demande avec assurance à Rosmer ce qu'il a fait le premier mai, quel poste de combat il occupait et « combien Chiappe et Perrier ont délégué d'argousins à ses côtés ». Si le rédacteur des échos lit quelquefois la Vérité, il a pu apprendre comment Rosmer a été arrêté à la manifestation de Clichy et gardé prisonnier par les gardes mobiles.

Nous aurions la partie trop belle si nous voulions retourner la question à la V. O., et lui demander ce que faisaient le Premier Mai, Cachin, Berthon, un certain nombre de bonzes de la C.G.T.U. et pas mal de fonctionnaires subalternes après avoir envoyé les manifestants dans des traquenards comme celui où Rosmer a été arrêté. Mais la véritable question que les révolutionnaires poseront avec l'opposition à la V. O. et à la direction incapable, c'est : le premier Mai, où étaient les ouvriers ? A qui la faute ?

L'amorce du "tournant" Où est l'opportunisme ?

Le numéro de Mai des *Cahiers du Bolchévisme* contient un éditorial consacré aux « nouvelles formes d'opportunisme ». On s'attend à voir critiquer impitoyablement l'opportunisme gauchiste ou droitier qui sévit à tous les échelons de l'appareil. Mais non, ce sont toujours les mêmes rengaines contre l'opposition, d'où qu'elle vienne.

Cette fois, les attaques — aussi naïves qu'à l'ordinaire — sont dirigées à la fois contre Vassart, Dommanget, et la Vérité. Une réponse complète leur sera donnée dans le prochain numéro de *La Lutte des Classes* (paraîtra vers le 25 mai).

Mais précisons déjà ce dont il s'agit : la direction veut préparer la base à l'amorce d'un nouveau tournant « de droite » (c'est-à-dire à un glissement opportuniste de plus), qui a pris sa source à Moscou il y a plusieurs mois, et se prépare à faire son entrée en France. Pour cela, on dissimule la lutte contre les vrais droitiers et les opportunistes (Doriot, Monmousseau, etc.), et l'on attaque les camarades qui se rapprochent de l'opposition de gauche, et surtout l'opposition de gauche elle-même et la Vérité.

L'article écrit : « Les « trotskystes » (1) accrochés au parti acceptent tactiquement sa ligne politique et dissimulent plus ou moins leur politique opportuniste, en adoptant une position « gauche ». Ils poursuivent à l'intérieur du parti une besogne de dénigrement et de désagrégation, en liaison avec ceux de l'extérieur groupés autour de la Vérité, dont Dommanget et Villatte pourraient signer les articles. » Sous cette appréciation fautive de notre travail on voit percer la crainte de l'opposition de gauche, qui n'abandonne pas le parti aux bureaucrates qui le perdent, qui se lie toujours plus directement aux ouvriers, et qui seule lutte avec conséquence contre les populistes et opportunistes de toute sorte, y compris ceux de la direction qui se camouflent sous des phrases hurlantes et passent leur temps à se faufiler, à reculer et à avancer en désordre.

Le second temps de la manœuvre de la direction, qui ne veut pas avouer ouvertement que la crainte principale vient de l'opposition de gauche consiste à prétendre nous unir aux réformistes et droitiers. Elle écrit : « On peut délimiter le « front droitier » en montrant qu'il va du « marais » opportuniste où foisonnent les pessimistes, les sceptiques et les phraseurs « gauchistes », en passant (?) par les prétendus centristes de la tendance Dommanget, les trotskystes plus ou moins camouflés... pour aboutir aux réformistes avoués de la minorité de la C.G.T.U.

Cette prétendue lutte contre le « front droitier » masque la lutte contre la gauche. Les dirigeants ne jonglent d'ailleurs aussi facilement avec le « front droitier » et « gauchiste » que parce qu'ils sont des éternels opportunistes, parce qu'ils ont l'opportunisme bureaucratique dans le sang, tantôt ultra-gauches, tantôt basement réformistes, tantôt fiers-à-bras, tantôt pleutres. Ils ne savent jamais ce qu'ils ont à leur droite ou à leur gauche !

Leur manœuvre échouera une fois de plus. La gauche combattra sans défaillance les droitiers, et les populistes à l'égal des S.F.I.O., et les opportunistes de l'appareil qui font leur lit ! Les ouvriers révolutionnaires et les militants se réuniront autour d'elle. — Laurent.

LA VERITE
45, Boulevard de la Villette, Paris
(entrée : 6, rue Henri-Feulard)
Permanence :
tous les jours de 14 h. à 19 h. 30

La semaine de Bonte

Au cours des trois derniers mois, douze élections partielles ont eu lieu. Il est clair que les communistes n'attendent pas de résultats décisifs de l'action électorale, pas plus que de l'action parlementaire. Les campagnes électorales sont pour eux une occasion de renforcer leur propagande et leurs organisations, ainsi que le moyen de mesurer leur influence sur les plus larges masses. Ces vérités élémentaires une fois rappelées, il convient de confronter les résultats des élections et d'en dégager les indications fournies sur le rayonnement du communisme notamment dans les régions de province, de densité ouvrière moins prononcée.

Or les statistiques des récentes élections démontrent le recul de l'influence communiste dans les diverses régions du pays, recul qui prend trop souvent l'allure d'un véritable désastre. La moyenne des pertes du parti dépasse 50 p. cent. Mais à Largentière, le parti ne retrouve que 185 voix contre 1.113 en 1928. A Bergerac, 1.691 contre plus de 4.200. A Dreux, 230 contre plus de 820. A Montdidier, 182 contre 540. A Ribeauvillé, 273 contre 803. Aux seconds tours, ces chiffres lamentables tombent encore à la moitié ou au tiers. A Rethel, à Lannion, à Guingamps, le parti est incapable de faire campagne.

Cependant les S.F.I.O. marquent presque partout une progression importante. Si les communistes perdent environ un total de dix mille voix, les S.F.I.O. en gagnent dans leurs premiers tours environ treize mille. (Aux seconds tours, leur cuisine électorale devient si épicée que les gains de toute provenance montent sans limite).

Après avoir gardé le silence le plus long possible, Bonte est contraint malgré tout d'aborder la question et d'expliquer comment lui et ses pareils mènent le parti à la liquidation de son influence. Il s'exécute dans un article du 7 mai qui constitue vraiment un record dans le jésuitisme et l'optimisme inconséquent avec lesquels le personnel stalinien conduit les partis communiste à la ruine.

Bonte commence par faire remarquer que les élections partielles « sont évidemment des faits beaucoup moins importants que les krachs de la Bourse de New-York, le chômage mondial des pays capitalistes (précision à souligner), les mouvements révolutionnaires de la Chine, de l'Inde, de l'Indochine, les nombreuses grèves et manifestations prolétaires et la réalisation du plan quinquennal en Union Soviétique. » Sans doute, Bonte veut-il faire oublier, en soulignant la part prépondérante qu'il a pris dans les krachs de New-York et les mouvements révolutionnaires de la Chine, de l'Inde et de l'Indochine, les responsabilités criminelles qui lui incombent dans la politique de liquidation du parti français. Sans aucun doute, du fait des Bonte, le mouvement révolutionnaire français n'a pas de « faits importants » à inscrire à l'actif de la révolution mondiale. Mais c'est de son action que Bonte doit rendre compte et non des batailles internationales où, malgré les Bonte des directions stalinienne, les ouvriers révolutionnaires déploient leur vaillance.

Placé devant les succès des socialistes dans la province, Bonte commence par ergoter comme un journaliste du *Temps* sur les querelles intestines des radicaux et des socialistes. Ce progrès ne l'étonne pas, il l'avait prévu et il l'éclaire de formules dont on est heureux de voir enrichir le clair et vigoureux bagage de l'analyse marxiste : « Plus la S.F.I.O. se social-fascise, plus elle a de chance de grignoter le parti radical. »

Mais il faut bien en venir à l'examen de ce pour quoi Bonte et les siens portent une si lourde responsabilité : le renforcement de l'influence sociale démocrate. Voilà : « Le passage des éléments petits bourgeois, paysans et même ouvriers du radicalisme au parti social-fasciste est une manifestation de l'essor du mouvement ouvrier révolutionnaire ». Vous avez bien lu, l'essor révolutionnaire s'exprime par le ralliement de larges couches de la population autour d'un parti qui, à force de se social-fasciser chaque jour davantage doit depuis le temps être social-fasciste jusqu'à la garde. C'est une curieuse façon de considérer l'essor révolutionnaire. Sans doute pour humilier Bonte le rédacteur du *Front Ouvrier* donne dans *l'Humanité* du 10 des rappels de faits qui, pour appartenir à l'époque différente de l'avant-guerre, n'en conservent pas moins une valeur d'enseignement. « Mai 1913, à Toul,

manifestation de 3.000 soldats du 153^e. Ils entonnent l'Internationale. Mêmes faits à Belfort (caserne Friedrichs) à Paris (caserne Reuilly) à Orléans, dans quatre régiments à Rodez, à Mâcon, à Commeny, à Lerouville... Le 21 mai la C.G.T. et l'Union des syndicats de la Seine invitent les ouvriers à participer à la manifestation du Parti au mur des Fédérés. Le lendemain Barthou interdit cette manifestation. Trois jours après, le dimanche 25 mai 1913 il y avait 150.000 prolétaires au Pré-Saint-Gervais... » Que Bonte médite ces rappels au moment où sa politique a mené la classe ouvrière à ce 1er mai de faillite et où elle conduit le prolétariat à un « essor révolutionnaire » qui, d'après lui, se traduit par le renforcement électoral du social-fascisme.

Mais il faut encore que Bonte aille plus loin dans la honte et qu'il reconnaisse l'amoindrissement qu'il a causé à l'influence communiste. « Le fait même que nous constatons la perte d'un certain nombre de voix communistes qui parfois dans une proportion de plus de 50 p. cent s'égarèrent sur les candidats S.F.I.O. ne diminue en rien la valeur de cette manifestation. (L'essor du mouvement révolutionnaire). La perte des voix communistes provient dans une grande mesure de la faiblesse d'organisation du Parti, du manque d'éclaircissement de notre politique classe contre classe, de l'hésitation dans le combat systématique, sans repos ni trêve du social-fascisme sous toutes ses formes. »

Non, ni Bonte ni les dirigeants ne s'en tireront avec ces explications lamentables. Faiblesse d'organisation du parti ? Le parti va avoir dix ans, la direction stalinienne le dirige depuis plus de quatre ans, il est le seul parti qui revendique les intérêts révolutionnaires de la classe ouvrière. Si l'organisation est faible, la faute ne peut en incomber toute entière qu'à la politique et à la direction. Hésitation dans le combat systématique contre le social-fascisme ? Bonte veut-il renforcer encore la campagne mécanique d'injures et de violences stériles qui use en vain les communistes qui le suivent et n'aboutit qu'à renforcer le nombre de ceux que le parti socialiste livre pieds et poings liés à la bourgeoisie. Réparer ses erreurs en les aggravant à tour de bras, voilà tout ce dont est capable Bonte.

Mais, dans la suite de son article, Bonte continue à rejeter la responsabilité des échecs sur le travail de la base. Depuis de longues années l'auto-critique a servi à faire endosser à la base la responsabilité des échecs où l'entraînait la direction. Mais les leçons chaque jour plus cuisantes que la bourgeoisie et les socialistes infligent aux ouvriers leur ouvriront les yeux. Ce n'est pas en s'acharnant à donner leurs efforts les plus intenses pour une politique fautive qu'ils feront rendre à cette politique les fruits qu'elle ne peut pas donner. Sous la conduite des bureaucrates, le parti a mis en péril grave son influence sur la classe ouvrière. Les mots d'ordre incohérents et inadaptes et la gymnastique de manifestations vouées à l'échec minent sa propagande de la rue. Les directives stériles données à la classe ouvrière et la méconnaissance de ses besoins détournent de lui les travailleurs. La conduite mécanique des grèves qu'il conduit régulièrement aux échecs, la main-mise administrative sur les syndicats ont affaibli son emprise dans le mouvement ouvrier organisé. Le baillonnement des ouvriers de la base, la démoralisation et la faiblesse des cadres réduisent les possibilités des organisations. Cette politique forme un tout et cette politique se traduit aujourd'hui par le démantèlement de la C.G.T.U., les manifestations avortées des grands centres et la désaffection du communisme dans les provinces. C'est là le produit de « l'essor révolutionnaire » que Bonte est obligé de proclamer pour continuer sa politique alors qu'il le sabote opiniâtrement. Un « essor révolutionnaire » qui, entre ses mains, s'exprime par un renforcement électoral du parti socialiste, au détriment même du communisme.

Il est vrai qu'après avoir dû reconnaître ces succès socialistes Bonte conclut son article de paralytique général avec une allégresse incroyable : « Tout doux, ce ne sont là que victoires à la Pyrrhus. Le parti communiste finira bien par récolter les fruits. »

Il est grand temps que les ouvriers se lèvent pour faire récolter les fruits qu'ils ont cultivé aux Soubises du communisme.

F. G.

COUP D'ŒIL SUR L'ESPAGNE

Républicanisme et mouvement ouvrier

Le processus révolutionnaire se développe en Espagne par flux et reflux. Après deux mois d'un calme relatif pendant lesquels les principales vedettes de la politique espagnole ont prononcé leurs discours, les événements de ces derniers jours caractérisent bien la situation que traverse le pays. Il faut chercher la cause immédiate de ces événements dans l'attitude brutale de la police vis-à-vis des étudiants à l'arrivée du professeur Unamuno à Madrid. Mais les véritables causes sont beaucoup plus profondes ; elles découlent de la lutte entamée entre ceux qui veulent le changement du régime monarchiste en Espagne et les forces conservatrices.

La dictature se démasque

Disons tout d'abord que les illusions qu'avait su inspirer le gouvernement Berenguer au commencement se sont tout à fait dissipées. L'opinion publique se rend clairement compte que ce gouvernement est la continuation plus ou moins déguisée de la dictature de Primo de Rivera. Malgré toutes ses promesses, Berenguer n'a pas fait un seul pas vers la normalité constitutionnelle. Il maintient la censure sur la presse, sur la tribune, et, en somme, le régime d'arbitraire qui caractérisa la période dictatoriale. Sa situation apparaît par trop paradoxale : il ne voudrait pas avancer mais il lui est très difficile de reculer ou même de freiner. Et il essaye de faire alterner une politique de modération et des concessions au compte-gouttes, et les plus verbales que pratiques, avec une politique de force. Il renouvelle chaque jour sa promesse de préparer au plus vite les élections mais presque personne n'y croit plus. Il retardera celles-ci autant que possible : d'abord sous prétexte du recensement électoral, pour lequel il réclame un délai de six mois, ensuite il trouvera le prétexte d'une crise ministérielle ou autre chose.

Aussi se dissipent dans le peuple les illusions électorales que le gouvernement Berenguer avait fait naître bien qu'elles subsistent encore dans l'esprit des chefs politiques et qu'ils se préparent à aborder la bataille sur le terrain du suffrage universel. C'est un prétexte commode chez eux pour ne pas intervenir directement dans la bataille qui se déroule dans la rue. Tout ceci prouve que la dictature de Berenguer s'est discréditée en trois mois autant que celle de Primo en six ans et demi. Et il suffit de jeter un regard sur la grande presse libérale pour s'en rendre compte.

Une autre constatation s'impose. Le gouvernement a cru un moment profiter de la mort de Primo de Rivera pour liquider le problème des responsabilités ou tout au moins pour l'atténuer. Il n'en est rien. Primo disparu, tous les regards se tournent vers le roi. C'est lui qui prépare et protège le coup d'Etat de 1923 et qui a maintenu Primo au pouvoir pendant presque 7 ans malgré sa politique de gaspillage financier et d'immoralité politique. Sous la poussée de l'opinion publique, même les politiciens monarchistes par principe tels Sanchez Guerra, Ossorio y Gallardo, Melquiades Alvarez sont obligés d'exiger des responsabilités d'Alphonse XIII. Ces politiciens se débattent dans une terrible contradiction, ils restent attachés aux principes monarchistes mais ils sont obligés d'attaquer le chef actuel de l'Etat.

L'agitation républicaine s'accroît

Le sentiment républicain prend chaque fois une forme plus aiguë. Aujourd'hui il est presque impossible de défendre la monarchie aussi bien à la tribune que dans la rue. Les auditeurs interrompent à chaque moment les orateurs les plus habiles et les plus éloquents en exigeant d'eux une déclaration nette-

ment républicaine. Si quelqu'un pousse un cri en faveur du roi dans la rue, il est immédiatement conspué et assommé. Dans les projections des actualités cinématographiques, on ne tolère plus les silhouettes de la famille royale. Ce sont autant de symptômes qui prouvent la grande impopularité de la monarchie.

Comme nous le prévoyions à la chute de Primo, c'est la petite bourgeoisie qui dirige encore la lutte contre la monarchie. Ce ne sont pas à vrai dire les anciens chefs républicains — Lerroux, Domingo, etc. — discrédités devant le pays, qui se trouvent à la tête du mouvement républicain ; ce sont de nouveaux éléments, venus à la politique pendant la période dictatoriale et appartenant aux couches de la petite bourgeoisie intellectuelle (le Dr. Maranon, le professeur Jimenez Asua, l'étudiant Sbert, etc.). Mais pendant les derniers événements nous avons assisté à un fait nouveau : l'intervention des ouvriers aux côtés des étudiants. Le fait a été signalé dans la presse et même dans les communiqués officiels. Ceci prouve que les ouvriers ont la volonté d'intervenir dans la lutte politique et que, ne trouvant pas à leur tête une organisation révolutionnaire de classe capable de les orienter, de les diriger, ils unissent spontanément leurs efforts à ceux de la petite bourgeoisie républicaine.

Un autre fait s'impose : les autorités qui regardent d'un œil plein de tolérance les algarades des étudiants, dirigent leurs armes contre les ouvriers qui se mêlent à eux-ci. Le gouvernement a annoncé qu'il ne tolérerait pas que « des éléments étrangers aux étudiants se joignent à ces derniers pour provoquer des désordres ». Police et gendarmes, interprétant à la lettre les paroles du gouvernement, ont assassiné un ouvrier et en ont blessé plusieurs autres. Il apparaît clairement que le gouvernement Berenguer craint surtout le mouvement ouvrier. Et il a raison.

Le réveil du prolétariat

Parallèlement au mouvement républicain, nous assistons un peu partout à des grèves ouvrières, ce qui prouve le véritable réveil du prolétariat à la lutte pour ses revendications de classe. Un patron métallurgique de Bilbao met à la porte huit ouvriers parce qu'ils font de la propagande syndicale. Les autres ouvriers de l'entreprise quittent le travail. Le patron est contraint de reprendre ses ouvriers en leur payant le salaire des jours de grève et en s'engageant à consulter le syndicat pour tout ce qui concerne sa main-d'œuvre. A Saint-Sébastien, une partie des ouvriers du Bâtiment se mettent en grève. Peu après une grève générale de solidarité se déclenche dans cette branche. Le Comité paritaire fait des efforts désespérés pour arriver à une solution. Les grévistes quittent ce Comité et entament la lutte directe contre le patronat. A Huescam les ouvriers du bâtiment se mettent en grève et paralysent tous les travaux urbains. A Gallarta (Bilbao) un conflit se produit entre un contremaître et quelques ouvriers. Immédiatement tous les ouvriers de la mine quittent le travail, obligeant ensuite le patron à les réadmettre en leur payant les salaires intégralement. D'autres grèves ont eu lieu à El Ferrol, à Cordoue, dans la province de Valence, etc.

Mais le mouvement le plus caractéristique est celui des Asturies. On se souvient de la grande grève minière de 1927 qui dura presque un mois et qui fut vaincue grâce à la répression de la dictature et de la honteuse trahison des réformistes présidés par l'ancien député Llana, membre de la Commission du

combustible créée par Primo. Dernièrement, les ouvriers des Asturies décidèrent à l'unanimité de déclarer la grève en exigeant une augmentation des salaires de 10 %. Sous la pression du gouvernement, qui leur accorde quelques avantages, les patrons ont consenti une augmentation de 7 %. Les chefs réformistes, faisant une fois de plus le jeu du gouvernement et du patronat, se déclarèrent d'accord avec cette augmentation et ils multiplièrent leurs manœuvres contre la déclaration de la grève. Malgré cela, ils ne l'emportèrent, au Congrès extraordinaire des mineurs, que par 32 voix pour, contre 24 et 5 abstentions.

Dans toutes ces grèves, le gouvernement a tout fait pour les éviter ou les solutionner au plus vite. Très souvent même il a exercé une

certaine pression sur le patronat pour qu'il donne satisfaction aux revendications économiques exigées par les ouvriers. Le gouvernement a peur du mouvement ouvrier, car il sait très bien que quelques grèves puissantes soit dans les Asturies, soit dans la Biscaye ou ailleurs lui créeraient, dans la situation présente, des difficultés énormes et que ces grèves prendraient vite une tournure politique et révolutionnaire.

Nous devons porter toute notre attention sur le réveil du mouvement ouvrier espagnol qui s'intensifiera fatalement de jour en jour et qui aura des conséquences politiques de premier ordre dans un avenir très prochain. Mais ceci fera l'objet d'un autre article.

G.

PAISIBLE PREMIER MAI

Barcelone, mai.

« Le Premier Mai s'est déroulé dans tout le pays au milieu du calme le plus complet » affirment les porte-paroles officiels du gouvernement Berenguer. En effet, ce Premier Mai n'a revêtu nulle part une claire signification politique ; les ouvriers ont chômé en nombre considérable, mais ils se sont bornés à suivre la coutume traditionnelle qui fait du Premier Mai « un jour de fête ».

La « grève politique de masse », les « puissantes démonstrations de force », on ne les a vues que dans les manifestes des bureaucrates stalinien qui n'avaient rien fait d'autre pour préparer une grande journée de lutte.

Il n'y a pas eu de manifestations prolétariennes, il n'y a eu que quelques meetings, tandis que le prolétariat espagnol faisait une grève immense, à travers tout le pays. Berenguer, satisfait, félicite la classe ouvrière de son sérieux et de sa discipline.

Les chefs social-démocrates et les réformistes de l'Union générale des travailleurs (les mêmes chiens avec des colliers différents) lancèrent l'ordre de grève, les anarcho-syndicalistes aussi, et les dirigeants du Parti communiste déclarèrent le Premier Mai journée de ... mais ne firent rien pour assurer une vraie journée de lutte prolétarienne sur la base de revendications immédiates de la classe ouvrière. Ils lancèrent le mot d'ordre du « désarmement et dissolution de la garde civile, armement de la classe ouvrière », oubliant les revendications économiques des ouvriers, les problèmes du chômage (grève forcée) ; ils crièrent : « Vive l'indépendance de la Biscaye et de la Catalogne », mais ils ne surent pas interpréter les sentiments ni organiser la lutte des ouvriers du textile qui, dans la région de Barcelone, sont réduits au chômage dans la proportion de 50 p. cent.

Berenguer a sans doute voulu donner une certaine couleur révolutionnaire à des manifestations organisées par les dirigeants de l'U.G.T. et du Parti socialiste, en interdisant quelques-unes et empêchant l'intervention de certains éléments de la « gauche socialiste » comme Indalecio Prieto. Celui-ci devait participer au meeting des socialistes de Bilbao pour commémorer la « fête du travail ». Les autorités gouvernementales, après avoir accordé l'autorisation, la retirèrent mais seulement en ce qui concernait l'intervention d'Indalecio Prieto. Les socialistes de Bilbao qui voulaient avant tout exhiber leur idole et le leader de la « gauche », décidèrent en conséquence, de renoncer à leur meeting « en signe de protestation » ! Par contre, la conférence organisée par les communistes était autorisée.

Situation paradoxale pour les dirigeants du Parti ! Deux jours auparavant encore, ils avaient qualifié les social-démocrates de social-fascistes, et voici qu'à Bilbao, pour le Premier Mai, le « social-fasciste » Indalecio Prieto ne peut parler tandis que les communistes ont l'autorisation de se réunir. Cela était bien fait pour dérouter les ouvriers. Et il ne faut pas être sur-

pris s'ils se portèrent en masse vers le cercle socialiste qui, durant toute la journée, fut envahi par une foule immense. Tandis que la conférence communiste ne réunit guère plus de 500 personnes. Ce qui montre que les ouvriers de Bilbao restent insensibles à la stupide phraséologie des dirigeants communistes.

On se trouve visiblement en présence d'une manœuvre gouvernementale pour tromper les ouvriers. Actuellement, le communisme ne constitue pas un danger pour Berenguer et en autorisant quelques réunions communistes, le nouveau dictateur se donne des airs de démocrate.

Il faut déjouer cette manœuvre. Les dirigeants du Parti doivent appeler les ouvriers à assister en masse aux meetings organisés par les social-démocrates et apporter à ces meetings, la contradiction aux chefs socialistes et réformistes, confronter devant les ouvriers nos idées et notre tactique de lutte avec celles des réformistes. Il est certes plus facile de se borner à traiter ces derniers de « social-fascistes » mais l'exemple de Bilbao montre ce que cela donne.

En résumé, on n'a pas su préparer une vraie journée de lutte prolétarienne. Les ouvriers espagnols, faute d'organisation sérieuse, sont allés, pour la plupart, passer la journée à la campagne, et Berenguer, satisfait, se félicite du bon sens des ouvriers espagnols.

J'apprends que dans une petite ville de la province de Valence les camarades de l'opposition communiste ont pu organiser un meeting et que leur manifestation a eu un plein succès.

Il faut espérer que la *Correspondance Internationale* ne va pas nous servir un de ces articles ronflants dont elle a le secret, sur la « journée révolutionnaire du 1er mai en Espagne ». Le mécontentement provoqué dans les rangs du Parti par les mots d'ordre lancés par la bureaucratie stalinienne à l'occasion du 1er mai aura peut-être donné à réfléchir aux dirigeants du Parti.

H. LACROIX.

Après le Premier Mai
chaque militant doit lire
**La «troisième période»
d'erreurs
de l'Internationale
communiste**

par L. TROTSKY

Elle éclaire la situation générale
du mouvement et la politique erro-
née des dirigeants du Parti.
Achetez-la, lisez-la, faites-la lire !

Un exemplaire : 3 francs
Prix par 10 exempl. : 20 fr.

En vente à LA VERITE
45, boulevard de la Villette
Paris (10°)

DANS LE PARTI

Après le Premier Mai

**La direction cherche à masquer l'échec du Premier Mai
Les ouvriers réagissent**

La semaine dernière, nous avons donné un tableau *véridique* de ce qu'a été le Premier Mai en France.

Depuis le Premier Mai, l'*Humanité*, au contraire, ne cherche qu'à masquer l'échec, refusant d'en tirer les leçons et montrant la volonté de persévérer dans la mauvaise voie.

Mais, dans le Parti, ce n'est pas la même chose ! Les camarades ne se laissent pas et ne se laisseront pas assourdir par les bêtises de Bonte et de Cachin : ILS VEULENT DES EXPLICATIONS.

La tactique de la direction, appuyée par l'*Humanité*, est simple ; on fait le silence sur les résultats de la journée du Premier Mai, que l'on qualifie de succès. Ensuite, on assourdit les lecteurs de l'*Humanité* et les militants avec la répression, la « crise mondiale », la guerre imminente, etc... Enfin, on invite le parti et les sympathisants à concentrer leurs efforts sur... le défilé traditionnel au Mur des Fédérés. Ainsi, le Premier Mai, ses conséquences, ses leçons et son sens politique, passent à l'as.

Chaque ouvrier, chaque militant, a pu constater que le Premier Mai s'est passé sans grève politique de masses, sans manifestations de masse, sans luttes de rue. Le parti et particulièrement ses soi-disant cadres ont été absolument au-dessous de leur tâche. Là où ils pouvaient faire quelque chose, ils n'ont rien fait ; là où il était impossible d'agir (par exemple à la Santé), ils ont prétendu agir.

La responsabilité politique de la direction du Parti est directement engagée dans l'échec sans précédent du Premier Mai.

Dans le Parti, les ouvriers le comprennent de plus en plus clairement, malgré la poudre aux yeux de l'*Humanité*.

Avec nous, ils comprennent de plus en plus clairement la nécessité pressante de la lutte pour une nouvelle direction, une nouvelle orientation, de nouvelles méthodes, de nouvelles perspectives. Dans les rayons, dans les rares cellules, ils imposent la discussion sur les leçons du Premier Mai. ILS EXIGENT DES COMPTES.

Il faut ouvrir une discussion large dans le Parti, avec la participation de l'opposition de gauche, sur la journée du Premier Mai comme résultat de toute la politique du parti depuis plusieurs années.

Il faut demander la révision des thèses du Parti, qui sont écrites par des bureaucrates, mais non élaborées, discutées par l'ensemble du Parti, et se révèlent fausses à l'expérience.

Il faut empêcher que les responsabilités soient rejetées sur quelques militants, qui servent de bouc émissaire. Les responsables sont à la tête du Parti.

Ouvrons, élargissons la discussion ! Faisons participer de larges cercles d'ouvriers aux expériences de l'opposition, à la critique de la direction irresponsable. Faisons lire la *Vérité* en discutant ses points de vue et en s'appuyant sur sa documentation.

Nous le disons clairement : seule aujourd'hui, la discussion ouverte, large, brisant les cadres de la bureaucratie, faite en liaison avec la lutte ouvrière, peut sauver le Parti et le mouvement communiste de la stérilité définitive.

LAURENT.

Dans le 4^e Rayon

Les « groupes de cinq », constitués d'après les directions mécaniques du *Bulletin régional* n'eurent aucun succès auprès des ouvriers. Dans le 13^e arrondissement, le débauchage ne réussit dans une certaine proportion que chez Gnôme et Rhône et chez Chalze.

Le soir, environ 100 manifestants se sont groupés rue Nationale ; un bon nombre étaient membres du Parti. Il n'y avait pas de flics. Alors F., secrétaire du Rayon, lança l'ordre d'aller manifester, à la porte de Choisy, parce qu'il y avait là une caserne et des pavés pour lutter contre les flics !

L'absurdité et le caractère provocateur de cette idée sautent aux yeux. Une si petite manifestation, rencontrant rue Nationale des flics, pouvait se défendre par tous les moyens contre la police, à condition d'être activement soutenue par tous les habitants de l'endroit. Ce qui n'était pas le cas.

Mais aller peu nombreux expressément à la porte de Choisy est idiot. Certaines manifestations antérieures ont réussi, si l'on peut dire, parce que les manifestants se disloquaient dès l'arrivée des flics. Mais quelques manifestants ne peuvent pas suppléer à la masse et lutter contre les flics armés.

A la porte de Choisy, on cria : Vive les Soviets ! Vive l'Armée rouge ! Nous entendîmes des réponses des bastions, mais c'étaient des manifestants enfermés et nullement des soldats (les bastions étaient pleins de gardes mobiles). Dès que les flics parurent, les camarades prirent le large, et ils ont bien fait, car ils n'auraient pu que se faire assommer inutilement. La responsabilité de F... est grande, mais nous n'admettons pas que les « chefs » fassent de lui un bouc émissaire pour échapper à leur responsabilité devant la base pour le lancement du mot d'ordre provocateur : Tous à la Santé ! et autres.

Les camarades de la base commencent à comprendre la fausseté de la ligne politique. La position se rapproche de celle de l'opposition. Ils doivent se demander pourquoi la direction exclut les « trotskystes » et accueille fraternellement les Jocistes et Dumont des Jeunesses Socialistes ?

Les camarades comprendront tôt ou tard que les vrais responsables ne sont pas rue Lafayette, mais à Moscou, et feront réintégrer dans le Parti l'opposition de gauche, exclue par Staline, l'allié de Tchchang-Kai-Chek.

C'est ainsi seulement que le vrai redressement s'opérera.

Un correspondant ouvrier.

Comment travaillent les bureaucrates

Les bureaucrates donnent les tracts à distribuer au dernier moment. C'est ainsi qu'à Boulogne-sur-Seine arrivaient le mercredi 30 avril, à midi, pour le Premier Mai, plusieurs milliers de tracts (en partie en italien et en espagnol), qui ne purent plus être distribués.

Chez Citroën, 3.000 exemplaires d'un tract furent tirés à la Ronéo ; seulement 1.000 purent être distribués, parce qu'ils étaient arrivés trop tard.

Les ronds-de-cuir, qui se planquent pour la plupart, doivent essayer de distribuer eux-mêmes le matériel, puisque jusqu'à présent ils se réservent les félicitations. Ça les changera. Et après, ils auront moins de mépris pour les militants de la base.

Un correspondant.

(Lire page 7 les lettres de nos correspondants : le Premier Mai en province).

LIGUE COMMUNISTE

(Opposition)

Pour tirer les leçons du Premier Mai,

Pour que la critique ouvrière fasse à nouveau du Parti le guide du prolétariat,

Pour lutter contre la politique néfaste des bureaucrates et contre les liquidateurs, populistes et rênégats qu'elle engendre.

Venez à la

REUNION DE DISCUSSION

SAMEDI 17 MAI, A 20 H. 30

Salle du Café, 142, rue des Pyrénées au coin de la rue de Bagnolet (Métro : Bagnolet)

DANS LES JEUNESSES

Crise de croissance ?

Dans le dernier numéro de l'*Avant-Garde* Billoux nous explique d'une façon peu scientifique la nouvelle étape de la J.C. et la réalisation de plus en plus certaine du dernier tournant.

Sous un jour magnifique il décrit le travail fait parmi les masses sous le signe de l'essor révolutionnaire. Billoux, comme tous les fonctionnaires, se montre le digne émule des *Manouïlsky* et des *Motolor*. Pour lui échec signifie victoire et principalement le congrès de la J.O.P. est un résultat positif très sérieux qui confirme les thèses de l'I.C.J. Mais pourquoi diable passe-t-il si rapidement à 464 délégués quand l'*Humanité* en annonçait 300 et que les copains délégués n'en comptent environ que 260. Sans doute notre remarquable multiplicateur, pour être absolument dans la ligne, a forcé la dose du côté des inorganisés ; cela, à son avis, est une claire démonstration du travail parmi les masses. Cela serait bien si les camarades étaient aveugles, mais les copains du rayon ont des yeux et discutent avec eux, Billoux et Cie, vous verrez que le congrès de la J.O.P. n'est pas une si grande victoire, car trente délégués inorganisés ne montrent pas que le travail de l'organisation fut sérieux et la compréhension du mouvement de la jeunesse bien définie par les dirigeants de la Fédération. Le congrès de la J.O.P. fut un échec très grave pour la J.C. marquant nettement une rupture avec l'ensemble des jeunes travailleurs.

Actuellement il faut aller aux masses et ne pas s'en isoler par une ligne politique absolument fautive, par des mots d'ordre mécaniques qui ne correspondent nullement à entraîner les masses derrière nous, mais bien au contraire à faire de l'organisation des J.C. une organisation anarchiste qui se plaint à des manifestations semi-illégales (la Santé au premier mai, par exemple où des convocations absurdes et folles appelaient les membres des organisations pour libérer les emprisonnés). Il faut bien que tous les camarades des Jeunesses comprennent la gravité de cette méthode qui accumule faute sur faute et élargit le fossé qui nous sépare des masses. Allons, camarades, est-ce avec quelques centaines de braves copains isolés des travailleurs que vous voulez lutter pour imposer la légalité de notre organisation des J.C. ? Des expériences comme la dernière en date dans le calendrier de l'agitation peuvent dégoûter de nombreux jeunes copains auxquels les dirigeants n'ont rien appris et qui, par écoeurément deviennent une proie facile pour les populistes et les social-démocrates.

Camarades de la J.C. il faut réagir, car la crise de la jeunesse s'aggrave et ne présente pas dans aucune de ses manifestations une crise de croissance, mais bien un effondrement politique des Jeunesses qui aura pour conséquence, si l'on ne redresse pas à temps la ligne politique et les méthodes, la négation du rôle historique des J.C.

La crise est déjà bien avancée et confirme bien notre position prise sur le rôle des J.C. en France. Dans le C.C. des Jeunesses il y a eu bagarre, très sérieuse même ; des membres du C.C. sont quasi éliminés, le Nord, Lyon, Marseille en ont pris un sérieux coup. Des explications, très peu ; à certaines positions confuses des copains les lignards répondent par les formules préférées en usage dans l'appareil ; freineurs ! saboteurs !

Dans la R. P. les manifestations de la crise des J.C. sont déjà très visibles, même à travers le cas du *Taboul*, car, la plupart des copains ignorent, mais *Taboul* est un incapable que la direction a chassé, lisez bien camarades : *Taboul* imposé par *Couteilhas* soutenu par le secrétariat du parti contre les copains de la base du 2^e rayon est éliminé pour incapacité notoire.

Cela s'est passé dans les coulisses, mais les membres de la Jeunesse ont le droit de savoir ce qu'il y a eu. On parle d'*auto-critique publique*, il faut en donner d'abord aux membres des J.C. qui veulent avoir des explications sur ce cas qui met en jeu toute la méthode bureaucratique de l'appareil des Jeunesses.

A travers ce cas spécial de *Taboul*, les membres de l'organisation comprendront mieux le rôle joué par les fonctionnaires de la Fédération dans l'élaboration de la ligne stalinienne avec des types dans le

genre de *Taboul*. Tous les camarades de la Jeunesse ont le droit et le devoir de demander à leur direction régionale des comptes sérieux sur son activité et sur ses méthodes. La nécessité d'une conférence régionale doit être posée par la base, conférence où la direction devra définir sa ligne politique, clairement, après le 6 mars, la grève du bâtiment, le 1^{er} mai. Toutes ces manifestations politiques démontrent très clairement la fragilité de la radicalisation des masses, de la politisation des grèves et de « l'étape vers l'insurrection » du 1^{er} mai. La direction doit répondre de toute sa sale petite cuisine des coulisses.

Sans discussion politique la crise est passée à son stade de répression organique, la bataille est déclenchée dans le 2^e rayon, une charrette se prépare contre des militants actifs de la jeunesse. Dans une cellule de Charonne, une résolution sur le cas Bloumkine fut votée à la grosse majorité. Le secrétaire du rayon, l'un des meilleurs copains est limogé et exclu. La protestation des Jeunesses doit être formulée sur ce terrain et ne pas permettre des exclusions arbitraires contre des copains de la base. Il faut lutter de toutes vos forces contre les bonzes liquidateurs. Oui, nos camarades de Charonne s'élèvent contre l'assassinat de Bloumkine et confirment que l'Opposition de gauche a raison ; doit-on les exclure ? C'est là la question, discuter et critiquer sur une base théorique de gauche commande-t-il l'exclusion ? Non, camarades, vous ne laisserez pas exclure vos militants par des incapables et vous imposerez à la direction des Jeunesses la discussion autour de la plate-forme des jeunes de la gauche de la *Vérité*. C'est le seul cours qui peut sauver les Jeunesses de la crise qui liquide l'organisation de tout ce qu'elle a de meilleur. Camarades des cellules réagissez : la crise est grave.

Daniel LEVINE.

APRÈS YEN-BAY

Quatre condamnés ont été exécutés Il faut sauver les quarante condamnés à mort

Le sang de Yen-Bay éclabousse les fêtes colonialistes de l'Algérie. Pendant que les vainqueurs inspectent les vaincus dans des cérémonies de théâtre, la puissante métropole fait mettre à mort les représentants révoltés des populations que ses appétits livrent aux affres de la famine.

Quarante condamnés à mort attendent la décision du figurant de l'Elysée, à qui les grands exploiters prodiguent les conseils de férocité. La voix des grands forbans capitalistes est puissante. Mais la voix des travailleurs doit s'élever de toute sa force pour faire reculer les bourreaux. Si les bureaucrates du parti n'étaient pas absorbés par les prescriptions du calendrier officiel des manifestations, ils appelleraient les travailleurs à se dresser contre l'impérialisme assassin.

Nos camarades indochinois livrés à leurs propres forces sont entrés avec vigueur dans l'action. Les Indochinois de Toulouse ont organisé une manifestation dans la rue au cours de laquelle la police a arrêté dix d'entre eux. Travailleurs, ne les laissez pas seuls dans la lutte contre les bourreaux de l'impérialisme.

La presse des marchands hurle à la mort. Le 13 mars, à Hanoï les représentants élus de la bourgeoisie annamite et de la colonie française ont demandé au délégué du gouvernement oppresseur des peines implacables. La Fédération socialiste du Tonkin a approuvé l'impitoyable répression.

Travailleurs, arrachez à la mort les quarante révoltés de Yen-Bay.

LA VERITE.

POUR L'OPPOSITION UNITAIRE

Les "amis" dangereux

Sur la tactique syndicale

La parution de la plate-forme de l'opposition unitaire a provoqué de divers côtés, des manifestations significatives. Elles témoignent de l'inquiétude et des espoirs qu'a fait naître l'entrée en lice de l'Opposition Unitaire.

Il est clair que la création de l'opposition unitaire met fin à une situation dont profitait la direction de la C.G.T.U. et le comité pour l'indépendance du syndicalisme.

Toujours, la direction confédérale évitait de distinguer entre ses adversaires qu'elle faisait, avec l'impudence qu'on lui connaît, bloquer indistinctement sur la plate-forme du comité pour l'indépendance. Il lui est bien plus facile de combattre des opposants représentant les mots d'ordre de l'anarcho-syndicalisme, que de répondre efficacement aux opposants syndicaux communistes dénonçant l'imposture des Gitton se réclamant du communisme pour mener une politique qui ruine la C.G.T.U.

Le comité pour l'indépendance du syndicalisme, lui aussi, n'aura pas à se féliciter de la création de l'opposition unitaire. Chambelland avait réussi l'opération qui consistait à réunir sur le thème usé de l'indépendance du syndicalisme un grand nombre de minoritaires. La tâche lui avait été grandement facilitée par la politique des dirigeants du parti faisant une odieuse caricature du communisme. Mais abstraite faite de la lutte contre la direction confédérale, le comité pour l'indépendance, ensemble le plus hétéroclite qui soit, est dans l'incapacité la plus complète d'apporter des solutions efficaces à la crise que traverse la C.G.T.U., à moins d'appeler solutions efficaces, les phrases sur l'indépendance.

L'opposition unitaire va gêner singulièrement le développement du comité pour l'indépendance. Qui plus est, bien des militants unitaires, dont les idées sur le communisme sont momentanément brouillées par la notion qu'en donnent les Brécot et les Gitton, ne tarderont pas, par l'action de l'opposition unitaire, à considérer leur présence au comité pour l'indépendance pour le moins difficile.

Les commentaires que fait le *Cri du Peuple* (7 mai) sur la plate-forme de l'opposition unitaire paraîtront donc surprenants à beaucoup. Ces commentaires sont très habiles, trop habiles.

Visiblement le *Cri du Peuple* tient absolument à montrer que les différences existant entre le comité pour l'indépendance et l'opposition unitaire sont à peine marquées. Pour un peu, il faudrait les chercher à la loupe. Le *Cri du Peuple* indique bien quelques désaccords, mais il y a tellement de points sur lesquels l'opposition unitaire est d'accord avec le comité pour l'indépendance, qu'il serait évidemment très malheureux de « masquer » l'essentiel. Il paraît même que depuis le congrès de Paris, l'opposition unitaire, en l'occurrence les militants de la fédération de l'enseignement, ne pouvait : « que capituler ou bien revendiquer hautement l'indépendance du syndicalisme. » Il paraît aussi, toujours d'après le *Cri du Peuple*, que les militants de l'opposition unitaire ont choisi la deuxième solution. N'en déplaise au *Cri du Peuple*, ils n'ont accepté ni la première, ni la seconde solution. Ça n'est pas capituler que de se refuser à mener la bataille contre la direction confédérale en agitant les phrases sur l'indépendance du syndicalisme.

On sent par les commentaires du *Cri du Peuple* la volonté très nette de dissimuler les différends importants qui séparent l'opposition à tendance nettement communiste qu'est l'opposition unitaire, du comité pour l'indépendance dont la caractéristique est d'être une coalition anti-communiste.

Mais le *Cri du Peuple* n'est pas tout seul. Le *Ca Ira* (10 mai), l'organe des électoralistes du P.O.P., vient à la rescousse. F. Arrighi, membre du comité

directeur du P.O.P., et appartenant au comité pour l'indépendance du syndicalisme, considère dans ledit organe que vraiment deux oppositions contre la direction confédérale, « c'est une de trop ». « D'autant plus, — ajoutait-il, — que les différends n'ont rien de fondamental. »

Pour Arrighi, les différences qui existent entre les communistes et les non-communistes n'ont rien de « fondamental » !

Ça n'est pas tout. Aux « amis » que compte l'opposition unitaire dans le comité pour l'indépendance et le P.O.P., vient s'en ajouter un autre. Nous voulons parler de Raymond Bouyer, qui allie à la qualité de rédacteur attitré du *Populaire*, celle d'être membre de la C.E. confédérée des métaux. Cet autre « ami » (*Populaire* 10 mai) fait part de ses espoirs. Evidemment, il est obligé de constater que les nouveaux opposants, dans leur plate-forme, indiquent notamment : « le rôle de briseurs de grève et l'intégration à l'appareil d'Etat bourgeois des chefs confédérés. » Et que parlant, l'opposition unitaire est « encore sérieusement intoxiquée par l'esprit bolchéviste ». Mais Bouyer, bon apôtre, convient qu'ils ne peuvent « guérir du jour au lendemain » et il espère que les injures de la direction confédérale unitaire aidant, les militants de l'opposition unitaire seront obligés d'admettre qu'il « n'y a plus guère de différence entre eux et nous ». « Nous », c'est Bouyer et ses compères de la C.G.T. réformiste.

Il ne faudra pas longtemps à l'opposition unitaire pour désillusionner tous ses « amis ». En tous cas, ce qui est sûr, c'est que les dirigeants de la C.G.T.U. ne se feront pas faute de se jeter littéralement sur le soi-disant accord de l'opposition unitaire avec toutes les nuances de l'anti-communisme.

En fait, lorsque le comité pour l'indépendance aidé par le P.O.P. et le *Populaire*, s'efforce de restreindre, jusqu'à prétendre qu'ils sont pour ainsi dire inexistantes, les désaccords profonds qui le sépare de l'opposition unitaire, il apporte de l'eau au moulin de la direction confédérale.

Il importe que Bouyer et ses pareils soient mis dans l'impossibilité absolue, sous peine de tomber dans la plus grotesque bouffonnerie, d'exprimer même leurs espoirs.

Il faut que messieurs les réformistes en soient guéris et pour longtemps.

Il faut que le P.O.P., antichambre du Parti socialiste, perde lui aussi ses espoirs d'un renforcement quelconque de la lutte anti-communiste par l'opposition unitaire.

Il faut que le comité pour l'indépendance ne puisse pas créer l'équivoque en affirmant « candidement » que l'opposition unitaire partage ses vues.

Ce sont là les conditions indispensables d'une issue victorieuse à la bataille que mènera l'opposition unitaire pour la sauvegarde et le renforcement de la C.G.T.U.

GOURGET.

UN APPEL

Camarades !

C'est sur la base de notre opposition que peut et doit s'opérer le redressement de la C. G. T. U.

Nous ne sommes qu'au début de notre travail de clarification et de regroupement. Déjà des résultats intéressants sont obtenus.

Mais il nous faut déployer le maximum d'efforts ; répandre des tracts, entrer en liaison avec tous les opposants syndicaux communistes, répondre aux calomnies qu'on ne manquera pas de nous lancer, préparer la conférence nationale qui jettera définitivement les bases de notre organisation fractionnelle.

Pour mener à bien ces tâches multiples, des fonds sont indispensables.

Nous avons reçu la lettre suivante :

La Vérité du 18 avril reproduit sans aucun commentaire, marquant ainsi son approbation, quelques extraits d'une réponse d'Aulas à un article où j'indiquais brièvement quelle devait être la position de la Fédération unitaire de l'Enseignement envers la « gauche » du Syndicat confédéré des instituteurs.

Qu'ai-je donc écrit à ce sujet ?

1° Qu'il fallait soutenir, sans idées préconçues, les camarades au S.N. qui essaient au milieu de grandes difficultés, de créer un courant en faveur du syndicalisme agissant ;

2° Que c'était une erreur de dire que la place de ces camarades ne peut être qu'à la Fédération unitaire, en alléguant l'impossibilité de redresser le S.N. et la C.G.T.

Je pense qu'aucun communiste d'opposition ne peut être en désaccord sur ces deux points. Or que répond le secrétaire de la Fédération de l'Enseignement ? En résumé ceci :

Nous ne devons soutenir les membres de la gauche du S.N. que dans les départements où il n'existe pas de syndicat unitaire ; pourquoi ? parce que nous attendons leur entrée prochaine à la Fédération et à la C.G.T.U., où ils seraient déjà s'ils n'avaient été retenus par la crainte de rompre une unité toute de façade et d'abdication du syndicalisme. (Gitton et Jean Brécot ne parlent pas autrement.)

Et pour justifier son attitude qui conduit tout droit à la scission. Aulas ajoute : « Il n'y a plus grand-chose à faire sur ce bateau du S.N. qu'à l'abandonner à la dérive en lui laissant emporter les vieux et les satisfaits, poids morts pour les luttes d'émancipation du prolétariat. »

Abandonner un bateau à bord duquel se trouvent 80.000 individus... et qui ne va pas précisément « à la dérive » comment peut-on trouver pareille inconséquence sous la plume d'un militant sérieux ? Et comme nous voilà loin de Lénine qui conseillait les plus grands sacrifices pour rester coûte que coûte dans les syndicats même les plus réactionnaires.

Par une curieuse coïncidence, dans le même numéro de la Vérité (18 avril), nous lisons : « Encore sous l'émotion des sanglants incidents de Lens, Coquel, secrétaire régional du parti, a écrit dans un long article de l'Enchaîné que maintenant le devoir des prolétaires était clair. Ils ne pouvaient rester une minute de plus dans les organisations social-flicardes et réformistes. Donc les ouvriers doivent désertir les syndicats réformistes. Nous croyions que la tâche du parti consistait encore à développer une aile révolutionnaire dans les syndicats réformistes. »

Il faut être logique : si la Ligue communiste condamne Coquel, comment peut-elle approuver Aulas ?

FULCONIS.

Fulconis nous suppose, sur les deux questions qui l'intéressent, en accord avec Aulas. Il n'a pas tort.

D'après Fulconis, tout communiste d'opposition doit « soutenir sans idées préconçues » la gauche du Syndicat national. Cela veut-il dire qu'il faut accorder à cette « gauche » un soutien incondi-

tionné ? Or, en l'occurrence c'est de cette question qu'il s'agit. Aulas insistait sur la nécessité de démasquer ceux qui usent d'une « démagogie verbale » se paraient du titre de « gauche » et ne faisaient que renforcer la politique de collaboration du S.N. La Ligue communiste ne peut qu'approuver la position d'Aulas. Tant pis si elle a des « idées préconçues ».

Qu'Aulas ait pu douter de l'efficacité d'un travail mené par les révolutionnaires dans le S.N., c'est là encore un grand sujet d'indignation pour Fulconis. Et Fulconis d'invoquer lui, membre de la Ligue syndicaliste, l'autorité de Lénine, « conseillant de rester coûte que coûte dans les syndicats les plus réactionnaires ». Mais il ne suffit pas de se placer, même étant syndicaliste pur, sous l'invocation de Lénine pour avoir raison. D'abord il y a un syndicat et un syndicat. Le syndicat réformiste des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais est une chose, le syndicat réformiste de l'enseignement, le S. N. en est une autre. En effet si les mineurs adhérents à la Centrale réformiste sont par milliers groupés sur le lieu du travail et dans leurs habitations, s'ils constituent d'importantes agglomérations, ce n'est pas le cas du S.N.

La mentalité des milliers d'adhérents du S.N., formés par une éducation petite-bourgeoise, ayant peu de contact avec les ouvriers, leur font considérer leur syndicat plus comme une compagnie d'assurance que comme une organisation ouvrière. Si on en excepte la Seine, où se trouve précisément Fulconis, les sections du S.N., en province ne tiennent qu'une assemblée générale par an, ne comprenant en général qu'un sixième du personnel. Dans cette assemblée générale, la discussion est bannie et remplacée par la lecture vivement expédiée des rapports du conseil d'administration.

Dans l'ensemble, le travail de l'intérieur s'avère inopérant, seul le travail de l'extérieur pratiqué par la fédération unitaire n'est pas infructueux. Les assemblées générales des syndicats unitaires sont ouvertes à tous et les jeunes sont particulièrement touchés. Cela sans préjudice des réunions cantonales et régionales. Et Fulconis pourrait difficilement objecter que ces assemblées générales unitaires sont moins suivies que celles des réformistes.

Il faut aussi indiquer que la presque totalité des syndicats unitaires de l'enseignement ont leur bulletin mensuel lu par la plus grande partie du personnel enseignant ; le nombre des abonnés non adhérents aux syndicats unitaires est d'ailleurs très grand. On pourrait citer tel syndicat unitaire, fort de 100 membres qui aura un bulletin tirant à 700 exemplaires, servi à 400 abonnés sympathisants non adhérents au syndicat unitaire.

La propagande se faisant par l'écrit, on juge de l'importance de celle-ci.

Fulconis ne peut pas arguer de résultats plus efficaces obtenus par le travail dans l'intérieur du S.N. et dépassant sensiblement ceux atteints par la tactique fédérale unitaire. C'est cela qui importe.

Fulconis transposait arbitrairement le S.N. sur le même plan que les syndicats ouvriers réformistes, voilà qui ne l'autorise guère à invoquer l'autorité de Lénine et à parler de notre « illogisme ».

Dans la question du travail de pénétration révolutionnaire, nous ne sommes d'accord ni avec Coquel, lorsqu'il veut abandonner la lutte dans les syndicats réformistes des mineurs, ni non plus avec Fulconis qui confond S.N. et syndicats ouvriers. Ça n'est pas étonnant : Coquel est un fervent de la « ligne » de Gitton, et Fulconis, un membre de la Ligue Syndicaliste.

Le Bureau provisoire.
Envoyer les souscriptions au secrétaire fédéral de l'Enseignement, Aulas, Chalons-sur-Saône, C.C. 83-24 Dijon.

Où en est la dictature fasciste en Italie ? ⁽¹⁾

II

LA CRISE ECONOMIQUE

C'est surtout en suivant les transformations du capitalisme italien, ses difficultés, ses vicissitudes, au cours de la crise économique provoquée par la guerre, qu'on peut s'expliquer l'évolution du mouvement fasciste.

L'économie italienne, malgré la « victoire », a gardé vis-à-vis de l'économie des grands pays capitalistes l'infériorité d'avant-guerre, infériorité dont les causes résident principalement dans le manque de matières premières et de capitaux, dans la dépendance à l'égard de l'étranger pour l'importation des machines, dans la disproportion entre l'augmentation de la population et l'augmentation de la richesse, disproportion aggravée aujourd'hui par la fermeture des frontières à l'émigration. Ce qui, dans son ensemble, justifie la définition qu'on a donnée du capitalisme italien : « un capitalisme *organiquement faible* ». Mais il ne suffit pas de rappeler cette définition. Il nous faut en même temps analyser les changements qui se sont produits dans la situation économique italienne.

L'après-guerre

Avec la guerre, on assiste en Italie, à un élargissement des bases de la production, et, sous l'impulsion du capital financier, on assiste même à une réorganisation des formes productives. L'économie italienne sort de la guerre profondément transformée. Le mouvement de concentration et de centralisation des entreprises y est poussé à un degré très haut. Tant dans l'industrie que dans l'agriculture et le commerce, l'Italie dut chercher, pendant la guerre, à créer par ses propres moyens tout ce qui auparavant arrivait de l'étranger, et, en particulier, de l'Allemagne. Particulièrement actives au cours de la guerre, et par conséquent les mieux consolidées après, ont été les industries extractives, la sidérurgie, la mécanique, l'industrie chimique, et parmi les textiles, l'industrie de la soie. Les constructions navales prirent aussi un grand essor. *Dans son ensemble, l'industrie italienne sort de la guerre transformée et considérablement développée.*

Au contraire, l'agriculture a énormément souffert. Le sol était par sa nature hostile au changement de cultures que la situation exigeait. En outre, il y avait disette de travailleurs à la campagne (25 classes avaient été appelées aux armées et la population rurale mâle de 15 à 65 ans avait été réduite de 4 millions d'hommes à 2 millions). Les engrais manquaient, vu l'impossibilité de remplacer immédiatement l'importation (Allemagne) par une fabrication nationale des fertilisants. Le bétail n'était pas suffisant. Par suite, la surface cultivée s'est trouvée très réduite pour les terres ensemencées (les terres à céréales sont tombées de 7.300.000 hectares à 6.600.000). Mais, malgré tous ces éléments négatifs, la guerre a été pour bien des paysans, un moyen d'enrichissement, grâce aux prix de vente exceptionnellement rémunérateurs.

Les hostilités finies, l'Italie entre dans la période de crise économique où elle est encore aujourd'hui. Dans les organes officiels du Parti communiste italien, cette crise de l'économie italienne est habituellement qualifiée de *crise organique et progressive*. En réalité, ce caractère n'est pas particulier à la crise économique italienne : c'est le caractère de la crise capitaliste mondiale dans la période actuelle. Il ne nous suffit pas de dire que nous trouvons en présence d'une crise organique de l'économie italienne et que cette crise a un caractère progressif : il faut surtout voir, étudier comment cette crise se développe et quel est le rythme de son développement.

S'il est vrai qu'éloigner les difficultés ne signifie pas pour le capitalisme les surmonter, il est vrai qu'aussi longtemps que ces difficultés peuvent être écartées, on obtient sur elles un succès momentané.

Pays économiquement faible, l'Italie ressent donc de façon plus immédiate et plus profonde les conséquences de la crise de guerre. Comme pour les autres pays, pour l'Italie aussi, il s'agit d'une crise de matières premières, d'outillage, de capi-

taux, de marchés, de transports, etc. Le problème suivant se pose en premier lieu : sur quelle classe devra retomber le poids de la guerre ? En d'autres termes : sera-ce au préjudice du salaire ou à celui du profit capitaliste que le problème des prix (le problème même qui est à la base de la crise économique actuelle), sera résolu ? La signification des luttes violentes menées dans les années de l'après-guerre en Italie, avant et après le fascisme, est donnée par ce contraste aigu entre le taux du salaire des ouvriers et celui du profit capitaliste.

Dans l'industrie, aussi bien que dans l'agriculture, le coût de la production est trop élevé. Ce qui ne facilite pas la vente. Etant donné le caractère particulier du capitalisme italien, il doit résoudre le problème du prix de revient en opérant principalement sur les salaires, en augmentant les heures de travail, en intensifiant la production, en cherchant à obtenir des facilités fiscales et un régime douanier fortement protecteur, en réduisant les frais de transports maritimes et intérieurs, en cherchant à résoudre le problème de la circulation de la monnaie, de l'équilibre du budget, des changes, etc., sur le dos des masses populaires.

C'est de la nécessité de donner une solution à tous ces problèmes que le fascisme est né et s'est développé : pour bâillonner les ouvriers, pour rétablir dans les usines le despotisme absolu du patron, pour défendre impitoyablement les intérêts de la classe bourgeoise et pour lui donner une direction unique. En un mot : *le fascisme est né et s'est développé comme une tentative particulière du capitalisme italien d'assurer sa propre stabilisation.*

La « crise de 1921 »

La crise de « démobilisation » surmontée (1919), après une période de prospérité factice (1920), due, pourrait-on dire, au prolongement de la guerre, dont les effets désastreux exigèrent une intense activité reconstructive immédiate — l'Italie est atteinte, ainsi que d'autres pays capitalistes, par une grave dépression économique, qui atteint son point le plus bas dans les années 1921-1922.

L'année 1921, est, pour l'économie italienne, de tout l'après-guerre, une des plus critiques. Une crise industrielle, commerciale, financière, aiguë se développe. Le commerce extérieur, en comparaison avec 1920, est réduit à presque la moitié. Toutes les données de l'activité économique (production, trafic, mouvement des affaires, etc.), reflètent cette dépression. Les valeurs de la Dette publique, aussi bien que les valeurs à revenu variable accusent particulièrement pour quelques branches de la production, une baisse catastrophique. Le nombre des faillites prend des proportions énormes. Non seulement les petites entreprises sont atteintes, mais aussi les grands colosses. La faillite la plus retentissante de cette période est celle de l'Iva, au début de 1921, qui entraîne l'écrasement de la Banque d'Escompte et la ruine de plusieurs milliers de petits déposants... Le chômage, de 88.000 unités en juillet 1920, monte à 463.000 en juillet 1921. Mais on trouve encore, pendant cette crise, un profiteur. C'est le capital financier qui élargit son œuvre de conquête.

Nous avons déjà dit que le capitalisme italien, dans son ensemble, sortit de la guerre complètement transformé et que l'activité organisatrice des banques eut, dans cette période, un rôle de grande importance. Après l'armistice, le capital financier, dont la puissance avait été renforcée par la guerre, développe à un rythme accéléré son plan de conquête et de domination de l'économie italienne, et — parallèlement, — le plan de soumettre à son contrôle toute la machine étatique. Ce plan qui fait banqueroute avec le gouvernement « démocratique » de Nitti — contre lequel se sont insurgées d'un côté les masses prolétariennes, de l'autre la petite bourgeoisie, ruinée par les hauts prix, la dévalorisation de la monnaie, la vie chère, etc., sera pleinement réalisé par le gouvernement de Mussolini.

La grande bourgeoisie (banquiers, industriels, propriétaires fonciers), utilise le mouvement fasciste pour détruire les organisations prolétariennes (syndicats, coopératives, bourses du travail), mais Mussolini appelé au pouvoir, les revendica-

tions des masses petites-bourgeoises, — que la grande bourgeoisie avait mobilisées avec le fascisme contre la classe ouvrière — ne peuvent recevoir d'autre solution que celle commandée par les intérêts du grand capital. Dès les premiers jours, le gouvernement fasciste dévoile son rôle de garde du corps du capitalisme. Toute une série de dispositions sont adoptées qui ne sont pas celles espérées par les masses petites-bourgeoises de « leur » gouvernement fasciste.

La reconstruction financière et économique se réalise en effet conformément aux exigences de la défense de la classe bourgeoise. Au lieu du « retour au régime de pleine liberté économique », au lieu de la « renonciation de la part de l'Etat à ses fonctions à caractère monopoliste », etc., — dès l'arrivée du gouvernement fasciste au pouvoir, c'est le triomphe du capital monopoliste qui s'étend sur toute l'économie italienne ; d'où la nécessité d'une double transformation : dans le mécanisme de la production et dans celui de l'Etat, au moyen duquel la classe bourgeoise exerce sa propre domination politique.

Reprise de 1923 et nouvelle crise

A la fin de 1922, avec une reprise générale de l'économie internationale, on assiste aussi à un certain essor de la production (le chômage qui avait atteint un maximum de 600.000 travailleurs en janvier 1922, tombe à 312.000 en septembre 1922 et à 178.000 en août 1923). Dès le mois de décembre 1922 les investissements de capitaux dans les Sociétés anonymes acquièrent un rythme intense. Avant la guerre, les sociétés par actions étaient au

nombre de 48, avec un capital de 2 milliards 212 millions de lires, et en 1914, de 8.138 avec un capital d'environ 5 milliards de lires ; en 1924, le nombre des sociétés atteignait le chiffre de 9.078, avec un capital de 28 milliards et demi de lires. (A la fin de janvier 1930, les sociétés existantes sont au nombre de 16.278 avec un capital global de 49 milliards 842 millions et demi de lires.)

Toutes les données de l'activité économique montrent, au cours de l'année 1923, la même reprise. L'argent est bon marché et son abondance, engendrée par l'inflation, pousse encore au développement des entreprises et à la croissance de la capacité de production, particulièrement dans des groupes déterminés d'industries (hydro-électrique, constructions navales, sidérurgie, industrie chimique, industrie de la soie artificielle, etc.). Mais déjà, vers la fin de 1923, plusieurs signes de malaise s'annoncent. Un grand mécontentement règne parmi les classes travailleuses, par suite des continuelles réductions de salaires et de la hausse constante du coût de la vie. En 1924, le chômage recommence à monter ; la situation s'aggrave. Entre temps, la classe ouvrière a repris de la vigueur et veut lutter. On compte, en cette année, 163.000 chômeurs en comparaison avec les 66.000 de l'année précédente. Les masses petites-bourgeoises, déçues par le fascisme, écrasées sous le poids de la vie chère et des impôts, sont à leur tour dans un état d'agitation. C'est dans une telle situation que le crime Matteotti survient, avec ses répercussions énormes dans tout le pays.

AKROS.

(A suivre.)

L'OUBLIEUX MIASNIKOV

(Courte information à l'usage des ultra-gauches)

Quelques petits groupes ultra-gauchistes et entre autres Miasnikov (qui n'a pas de groupe du tout), bavardent sur la « capitulation » de l'opposition russe, avec les camarades Trotsky et Racovsky en tête. Ces divagations sont tout à fait déplacées dans la bouche de Miasnikov, et le mettent dans une situation ridicule. Nous ne voulons pas nous engager dans une polémique inutile ; nous nous bornerons simplement à rappeler quelques faits tout récents.

I. — En juin 1929, Miasnikov eut des pourparlers avec le consulat soviétique à Trébizonde sur les conditions de son retour en U.R.S.S. Miasnikov faisait des démarches pour obtenir le droit de rentrer en U.R.S.S. à condition qu'on lui garantisse l'inviolabilité de sa personne. De son côté, il renonçait à toute activité politique. N'ayant pas obtenu de réponse, Miasnikov écrit le 8 août cette nouvelle déclaration :

Au cours de nos pourparlers sur les conditions de mon retour en U.R.S.S., il avait été convenu que je rentrerais en U.R.S.S. si : a) on me garantissait l'inviolabilité personnelle. b) Cette garantie d'inviolabilité personnelle devait être rendue publique dans la presse périodique (journaux) avant ma rentrée en U.R.S.S. c) Après ma rentrée en U.R.S.S. j'aurai le droit de séjourner à Moscou, à Leningrad et du travail me sera assuré. d) Mais la garantie d'inviolabilité personnelle ne sera accordée que dans le cas où dès mon retour en U.R.S.S. je cesserai mon activité politique.

C'est uniquement grâce aux conseils du camarade Trotsky que cette déclaration n'a pas été envoyée au consulat par Miasnikov. Il est bon de rappeler ici que Miasnikov acceptait les mêmes conditions que Staline posait au camarade Trotsky, à Alma-Ata, à la veille de son exil en Turquie et auxquelles, le camarade Trotsky, répondait par cette déclaration ferme et précise :

Seuls les bureaucrates complètement corrompus peuvent exiger d'un révolutionnaire qu'il renonce à son activité politique, c'est-à-dire qu'il cesse de servir le parti et la révolution internationale. Seuls les méprisables renégats peuvent prendre des engagements semblables.

II. — Quand éclata le conflit sino-russe,

Miasnikov écrit au camarade Trotsky (28.XI.1929) :

Le moment n'est pas aux discussions (avec les stalinistes) mais à la bataille (avec Tchchang-Kaï-Chek). Il faut se le dire ! et il faut le dire à tout le monde ! Allons, en avant contre Tchchang-Kaï-Chek et ses amis. Arrière toutes les querelles, toutes les dissensions — et en avant dans la bataille.

Le camarade Trotsky répondit ainsi à Miasnikov :

Je vous avoue que votre lettre m'a beaucoup étonné : vous posez la question de la défense de l'U.R.S.S. comme si elle surgissait pour la première fois sous l'influence du dernier stade du conflit sino-russe. Cependant l'opposition des bolchéviks-léninistes a donné à cette question une réponse catégorique, particulièrement dans sa plate-forme où il est dit : « Quiconque est contre la défense de l'U.R.S.S. est un traître au prolétariat international ». Cela ne veut pas dire qu'en cas de guerre, nous devons oublier tous nos différends.

Nous devons nous battre comme si ces différends n'existaient pas. Mais nous devons garder notre droit de soulever même pendant la guerre toutes les questions litigieuses, si les intérêts de la victoire révolutionnaire l'exigent. Voilà pourquoi j'estime qu'il est impossible pour un oppositional de renoncer à son action politique pendant la paix aussi bien que pendant la guerre. Salutations. — L. Trotsky.

III. — Il n'y a pas longtemps Miasnikov demandait avec insistance au « capitulaire » Trotsky une préface à sa brochure. Voilà ce qu'il écrivit au camarade Trotsky le 3 août 1929 :

Votre critique est utile pour moi et surtout pour le prolétariat du monde entier. Je ne crains pas la critique ; au contraire, je voudrais une critique loyale, honnête et documentée. Or, il n'y a que vous qui puissiez faire cette critique, etc., etc.

Le camarade Trotsky a refusé d'écrire cette préface, ne voulant pas créer une apparence de rapprochement politique là où ce rapprochement n'existe pas en réalité.

Tout cela prouve que Miasnikov et ses amis devraient avoir un peu plus de prudence...

N. M.

(1) Voir la *Verité* du 25 avril.

De nos correspondants

Le Premier Mai en province

Dans le PAS-DE-CALAIS

Les sections syndicales de la région, obéissant à leur direction régionale, soumise aux dirigeants du Parti, ont été conviées à se concentrer sur certains points. Pour le Pas-de-Calais c'était Lens.

Lens, où il y a quelques années seulement on pouvait encore réunir dans une manifestation plus de 5.000 travailleurs ! Lens, où les mineurs furent maîtres du « Pavé » jusqu'au 30 mars... Lens, où le pavé fut conquis par les gendarmes le 6 avril 1930. Concentrer dans cette ville une manifestation du 1er mai, avec des mots d'ordre enflammés, c'était bien dans l'imagination des chefs butés qui se croient tout ! et prennent les travailleurs du département pour des automates. Dans le département, il y a plusieurs municipalités communistes, ou seulement sympathisantes. Dans ces localités il eût été possible de rassembler des masses imposantes d'opprimés en cette journée de revendications internationales. Hélas ! Les organismes syndicaux eurent l'ordre (du Parti) de ne tolérer d'autre manifestation que celles fixées par le B.P. Au diable les manifestations dans les municipalités ouvrières, et qu'importe la confusion qui pénètre dans les esprits des travailleurs, là où on ne fit rien. *L'essentiel était Lens.*

Je ne sais ce que l'on fit à Nœux-les-Mines ; à Cauchy-la-Tour ; je sais qu'on obligea Montigny-en-Gohelle à manifester à 9 h. du matin et qu'à cette heure, les mineurs ne sont guère enthousiastes ?... Je sais qu'on m'empêcha (sous menace de sanction syndicale) de manifester à Harnes à 14 heures, malgré l'annonce d'une manifestation social-démocrate ; pour ne pas saboter Lens.

En bon garçon syndicaliste, j'ai retardé la manifestation d'Harnes et je suis allé à Lens, avec une bonne vingtaine de copains — toujours les mêmes d'ailleurs — pour faire notre devoir de syndiqués.

La rue fut difficile non seulement à prendre, mais à aborder. Etat de siège. Avec ses éternelles charges, j'avoue qu'il fallait être courageux pour affronter un tel ennemi de classe. Il faut encore que j'avoue, que s'il a été permis aux manifestants de tenir la rue jusqu'à la place de la République, c'est parce que le capitaine de gendarmerie a bien voulu parlementer avec Ramette, secrétaire régional du Parti. Sans quoi l'opération ne pouvait être que sanglante, puisque déjà des gardes-Boncour avaient dégainé.

Les communistes chassés par les gendarmes ; les socialistes se défilant par les petites rues protégés par eux ; c'était quoiqu'on en dise la *fiacelle maîtresse du pavé*. Et c'est cela qui est profondément triste.

A 16 h. 30, à Lens tout était rentré dans l'ordre. Nous revînmes à Harnes pour la manifestation de 17 h. 30. Les social-démocrates qui ne craignent pas la répression pour les étrangers soumis avaient esquissé un semblant de manifestation. Sur la fausse porte de la mairie, il était inscrit d'un côté : *Vive le 1er mai rouge des travailleurs* et de l'autre côté : *Travail et Emancipation*. Les confédérés se sont abstenus de passer en dessous, comme pour nous démontrer qu'ils renoncent à l'émancipation des travailleurs !

Malgré la crainte des brimades et vexations, punitions et congédiements, exercés présentement dans les mines, notre manifestation a parfaitement réussi. A travers les corons et les rues principales l'Internationale a retenti. Harnes a connu pour la première fois un premier mai prolétarien. A part les provocations des agents patronaux, mouchards et socialisants, il n'y eut aucun incident.

Tous les ouvriers sont de cœur avec nous, pour une bonne politique d'organisation et de recrutement. Il serait encore temps de regrouper les forces dispersées du prolétariat.

Les dirigeants du Parti et leurs sous-ordres de la C.G.T.U. y pensent-ils ?... Non, il me semble car leur présente tactique renforce la social-démocratie dans tous les coins du pays.

Je souhaite pour ma part qu'ils ne s'aperçoivent pas trop tard de l'abîme où ils conduisent la C.G.T.U.

A. MANGEMATIN.

A LIMOGES

Le bluff systématique de l'Humanité peut faire croire aux militants d'une région, qui y puisent leur seule documentation, que l'« essor révolutionnaire » est une réalité dont le champ d'action s'étend à tout l'univers... à l'exception de leur localité.

Ce genre d'imposture est peut-être utilisé dans le but louable d'aviver l'activité et le travail révolutionnaires près de sombrer dans le découragement, par « l'émulation socialiste » interrégionale.

Je pense néanmoins qu'il est criminel de tromper les ouvriers sur une situation politique générale mauvaise, dans le seul but d'en fuir les responsabilités et de justifier la poursuite d'une politique fautive et à côté. Aussi, viens-je simplement, par le canal de votre journal, détruire une ou deux erreurs matérielles ou appréciations « orthodoxes » sur les événements (?) du 1er mai à Limoges.

Remarquons d'abord que sur des dizaines de mille ouvriers que compte Limoges, moins de deux mille répondirent à l'appel des 3 organisations : C.G.T., Autonomes, C.G.T.U. Le meeting des confédérés attira 7 ou 800 partisans des « assurances sociales » qui manifestèrent très pacifiquement leur radicalisation en assistant à une « fête sportive travailliste », cérémonie présidée par les personnalités socialistes et réformistes.

Les autonomes, qui s'enorgueillissent d'avoir droit de cité à Limoges, où ils comptent des syndicats assez forts (1000 adhérents au syndicat de la chaussure), réussirent péniblement à convaincre 150 ouvriers de la nécessité d'un syndicalisme apolitique et indépendant.

La 25e U.R. et le P.C. groupèrent 400 auditeurs, salle du Casino. Tour à tour Fronsac, du P.C., Pérol, secrétaire de l'U.R., Tillon, délégué de la C.G.T.U., prirent la parole et dirent des choses sensées au milieu de généralités passe-partout. Tillon se campa par des propos orduriers (pourriture, fumier...), à l'adresse des autonomes anarchistes qui, rompant avec leur tradition, avaient cette année organisé un meeting propre, « intime ».

L'itinéraire de la manifestation fut enfin fixé vers 11 heures. Le drapeau rouge avait été remplacé par celui d'un syndicat et après « discussion » avec les commissaires de police, au milieu du parcours, l'itinéraire fut modifié.

Combien de manifestants ? plus de 2000, dit l'organe régional du P.C., et comme 2001 empiète sur une 3e unité de mille, l'Humanité, en titre flamboyant en indiqua 3.000.

Nous étions, à coup sûr, près d'un millier ; les 500 recrues étaient constituées de curieux, la manifestation ayant fait bouler de neige dans sa traversée de la rue la plus passante de Limoges, la rue du Clocher, qui fourmillait de promeneurs comme chaque dimanche à une telle heure, et dans celle de la place des Banos, où se tient le marché le plus important de la ville.

Le cortège fut constamment encadré par la police de tous genres et les gardes mobiles, tous aussi « conciliants » les uns que les autres. Les « brigades de choc » du parti n'eurent aucun choc à subir ou à donner. Quelques cris d'amnistie, quelques chants révolutionnaires..., sans coordination, sans force, comme si chacun les sentait vains.

Place de l'Hôtel-de-Ville, but de la manifestation, chaque orateur entouré par la police, avec des apparences de protection, lança un appel à l'organisation.

En résumé, aucun sujet de crier victoire. Le 1er mai n'a pas été cependant le fiasco complet qu'on pouvait craindre.

La classe ouvrière connaît actuellement une crise économique angoissante ; à Limoges, le chômage perlé sévit durement, en particulier dans la céramique. Aucune commande n'arrive ; des ouvriers sont sans travail ; d'autres sont « soumis » à un travail diminué : la semaine de 3 ou 4 jours.

Le P.C. et la C.G.T.U. seuls, malgré leurs erreurs, pouvaient leur offrir une leur d'espoir pour la défense sans compromis de leurs revendications.

HENNAT.

La situation au Bourget

Pour une population d'environ 6.500 habitants, Le Bourget compte quatre importantes usines métallurgiques : Cie Electro-Mécanique, 650 ouvriers des deux sexes, 150 employés ; Elirage (filiale de cette boîte) 150 ouvriers ; Pompes Worthington, 150 et 200 employés (celle dernière a eu plus de 300 ouvriers) ; Charles Vauret, 300. D'autres usines de moindre importance assez nombreuses : Lamirelle, Comptoir Industriel des Tuyauteries, Le fer à cheval, Meunier, L'Alsacienne (métallurgie), Falk-Roussel, Mombron, Le Caoutchouc (produits chimiques), Air-Union, Farman, C. A. F., C.I.D.N.A. (Aviation), Société la Maison, Poupard et Benat, Ovigne (menuiserie et charpente), Todisco, Cie Française d'Entreprise, etc., (bâtiment, travaux publics), Skipper, Saline (imprimerie).

La situation politique en 1924-1925 était assez bonne pour le Parti communiste. A l'Electro-Mécanique, la cellule a atteint 50 membres et il y avait une section syndicale importante ; aux Pompes Worthington, la cellule compta de 15 à 20 membres. Depuis 1927, il n'y a plus d'organisations dans ces deux boîtes. A l'Elirage, cellule, de 1926 à 28, se composant de 4 à 6 camarades. Chez Skipper, de 1924 à 1929, cellule de 5 ou 6 membres et section syndicale englobant la presque totalité du personnel, soit une cinquantaine d'ouvriers et ouvrières. Depuis il n'y a aucune cellule ou section syndicale dans l'ensemble de ces usines.

Depuis la constitution des cellules, il y eut une assez forte cellule locale baptisée plus tard sous-rayon (30 membres environ), une cellule de jeunes de dix à douze camarades. La cellule ds jeunes a disparu en 1926 et celle d'adultes a diminué progressivement pour disparaître complètement en 1929. En 1927, un comité intersyndical fut constitué et a vécu tant bien que mal jusqu'à la fin de 1929. Depuis 1929 il n'y a donc plus aucune organisation politique ou syndicale révolutionnaire.

Des causes multiples ont conduit à ce résultat. D'abord des luttes personnelles entre certains camarades plus ou moins politiciens, arrivistes, ou révolutionnaires et aussi de nombreuses fautes du Rayon d'Aubervilliers, d'ailleurs très faible, et de la R.P., ainsi que toute la politique fautive du Parti communiste et de l'I.C. Les meilleurs camarades, les plus actifs, les mieux éduqués révolutionnairement et guidés par l'intérêt collectif, écartés par les procédés des politiciens arrivistes quittèrent les uns après les autres le Parti ; ensuite ce furent les camarades plus ou moins convaincus qui s'en allèrent et les quelques politiciens arrivistes qui avaient la confiance des hautes sphères, las de s'agiter dans le vide, lâchèrent en douce eux aussi.

A l'heure actuelle, un travail très dur et de longue haleine est nécessaire pour reconquérir les positions perdues.

A part quelques périodes très espacées, on peut dire qu'aucun travail sérieux ne fut fait pour l'agitation et l'organisation dans les usines depuis 1926. Sur le plan local participation à peu près suivie à des campagnes d'affichage, un peu de travail en période électorale. Quelques réunions publiques furent organisées par la cellule. Des affiches annonçaient des noms d'orateurs assez sonnants mais jamais les orateurs annoncés ne venaient et les trois quarts du temps il n'en venait pas du tout. Les membres du Parti et les ouvriers lassés par ces procédés se sont éloignés du Parti pour se jeter dans les bras du politicien local de la gauche S.F.I.O., Paggioli, qui est plus habile tacticien que les chefs actuels du P.C. Pour les ouvriers ignorant tout de la politique de lutte de classes, le Parti socialiste apparaît à leurs yeux plus sérieux et mieux dirigé que le P.C. Poggioli s'efforce de gagner les ouvriers par différents moyens, recourant au sourire ou au chantage, en passant par l'offre de travail aux ouvriers qu'il sait être sans travail. Ses relations cordiales avec les Industriels du Bourget et des localités voisines montrent ce que vaut sa combativité à l'égard du capitalisme. Il affirme encore davantage en refusant les salles municipales aux organisations révolutionnaires et en faisant refuser les

salles privées par les commerçants par pression exercée sur eux.

Il ne reste donc comme organisation révolutionnaire que le comité local du Secours rouge, qui a échappé jusqu'à présent aux causes diverses qui ont entraîné la disparition des autres organisations ; mais il en a néanmoins reçu des coups qui lui ont causé des préjudices assez graves ; des camarades actifs sont tombés dans une passivité complète et au S.R.I. la plupart se contentent de payer leurs cotisations et ne cherchent pas à faire de nouveaux adhérents ni ne diffusent la littérature.

Les camarades de bonne volonté ne doivent pas se décourager. Au contraire, il faut faire le maximum d'efforts pour arriver à redresser le Parti en luttant dans ses rangs ou en dehors, avec l'aide de la Vérité, de la Lutte de Classes et de la Ligue Communiste. — G. R.

REVEIL DANS LES P.T.T.

Plusieurs milliers de travailleuses et de travailleurs des P.T.T. se pressaient, mardi soir, dans les deux grandes salles de la Bourse du Travail. Le syndicat national des agents des P.T.T. avait organisé un meeting pour protester et envisager les méthodes d'action contre les propositions gouvernementales au sujet des traitements ; la F.P.U. avait invité les postiers de toutes catégories à assister en masses à ce meeting.

Divers orateurs montrèrent qu'il ne pouvait plus être question d'action particulière des différents syndicats : confédéré, unitaire, catégoriste, mais que la totalité des travailleurs des P.T.T. devait se préparer à la bataille, qu'il n'y avait plus de solutions intermédiaires et qu'il fallait songer, à bref délai, à l'action décisive, à la grève générale dans les P.T.T.

Grandel de la F.P.U. puis Gourdeaux libéré de la Santé, vinrent indiquer la nécessité d'un appel direct à la masse des postiers, sur le lieu du travail, de comités de lutte, de comités de grève, et inviter les postiers à tenir en fin bloc uni, jusqu'à ce que satisfaction soit accordée à tous les « trop nombreux » des petites catégories, auxiliaires compris.

Mathé, des agents confédérés, voulut, lui aussi, dénoncer la carence gouvernementale et il dit en conclusion qu'on allait à la grève ; par la suite, il revint déclarer ne pouvoir accepter la proposition des comités de lutte ; malgré une seconde intervention de Gourdeaux, l'assemblée ne prit pas à ce sujet de décision ferme.

Quoi qu'il en soit, ce qu'on n'avait pas vu depuis longtemps s'est fait mardi soir : l'ensemble des milliers de postiers confédérés, unitaires, inorganisés, a voté le principe de la grève.

Il s'agit pour les moyennes et petites catégories de réclamer d'abord la répartition de la totalité des crédits volés aux seules moyennes et petites catégories, ensuite d'exiger la revalorisation intégrale des traitements selon l'indice du coût de la vie et enfin de protester contre les projets gouvernementaux qui sont : d'une part : salaire de base, au 1er janvier 1929 : 8.000 sans augmentation, au 1er octobre 1930 : augmentation uniforme de 1.000 francs, du facteur au commis ; d'autre part, traitement de directeur : au 1er janvier 1929 : 100.000 francs (75.000 + augmentation de 25.000) et au 1er octobre 1930 : 125.000 francs (nouvelle augmentation de 25.000).

Un postier.

La Vérité

Hebdomadaire
de l'Opposition communiste
45, Boulevard de la Villette, Paris X^e
Abonnement : 6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.
Chèque postal : P. Frank 136.855
Paris
Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. FRANK.
Tout ce qui concerne la rédaction, à A. ROSMER.

Chez Renault à Clichy

Je travaille chez Renault, Quai de Clichy, où on fabrique surtout des moteurs. On travaille aux pièces et à la chaîne. On paie, en général, d'après le travail fait en bloc par l'équipe. Le rythme du travail est très rapide. Il faut à la fois suivre la vitesse des machines et les caprices des chefs. Dans l'équipe 310, on faisait jusqu'à 80 à 90 outasses par jour ; maintenant il faut en faire 130. Quant au salaire, il n'a été augmenté que de 15 à 20 centimes par heure. Ainsi à un accroissement de productivité du travail de 50 p. cent correspond une maigre augmentation de salaire de 3 à 4 p. cent. (Salaire horaire ancien : 5 fr. 65 ; aujourd'hui : 5 fr. 80 et 5 fr. 85).

Dans l'équipe 303, où se fait le travail de l'ajustage, le rythme est ultra-rapide. Mais le salaire ne suit pas du tout l'accélération. Les hommes sont payés entre 5 fr. 75 et 6 francs ; les femmes reçoivent de 4 fr. 50 à 4 fr. 75. Ce qu'il y a de plus triste c'est qu'aucune résistance de la part des ouvriers ne se manifeste contre cette rationalisation qui ruine la santé de ceux qui travaillent en même temps qu'elle réduit beaucoup la main-d'œuvre nécessaire.

La rationalisation est réalisée de la manière suivante : d'une part, par le travail aux pièces ; d'autre part en plaçant à un certain point de la chaîne deux ouvriers spécialement choisis (des entraîneurs) que toute la chaîne se trouve forcée de suivre. Enfin, un ouvrier doit bien souvent travailler sur trois machines.

Tout cela donne la possibilité à la direction d'augmenter considérablement la productivité sur le dos des ouvriers que cette façon de travailler épuise. Il faut remarquer que la plupart d'entre eux n'ont pas 40 ans. Les ouvriers plus âgés sont peu à peu chassés de l'usine et remplacés par des jeunes parmi lesquels il y a beaucoup de jeunes femmes et de garçons qu'on embauche à partir de 13 ans : ceux-ci gagnent 15 francs par jour et les jeunes ouvriers ont 3 fr. 75 de l'heure.

Les ouvriers de cette boîte ne sont pas organisés ; il n'existe pas de section syndicale, c'est pourquoi il n'y a pas de lutte même pour la revendication la plus immédiate : l'augmentation de salaires parallèlement à l'augmentation énorme de la production.

Les patrons ont, au contraire, une bonne organisation ; ils ont des mouchards chargés de dénoncer les communistes, et, au moment de l'embauche, il faut subir un interrogatoire à peu près comme dans un cabinet de juge d'instruction. On prend aussi des renseignements auprès des anciens patrons.

Malgré toutes ces difficultés, si l'Union syndicale de la métallurgie n'était pas un simple appareil bureaucratique, on pourrait, même chez nous, organiser une puissante section syndicale. Mais pour cela il faudrait un travail sérieux et persévérant, tandis que les mots d'ordre vides et absurdes que lancent les bureaucrates ne font que maintenir dans la passivité des ouvriers qui sentent bien que la rationalisation se fait à leur détriment et qui ont des sympathies pour le communisme. On a pu s'en rendre compte, par exemple, à la veille du Premier Mai, quand vous avez fait distribuer des tracts et des numéros de la *Vérité* à la porte de l'usine. Journaux et tracts ont été lus avec un vif intérêt et les réflexions qu'ils provoquent montraient qu'il y a du travail à faire ici.

LOMON.

VIENT DE PARAÎTRE :

Le numéro 11 du

Bulletin de l'Opposition

(en russe)

Au sommaire :

Un grand pas en avant.

L. TROTSKY : Vers le capitalisme ou vers le socialisme.

J. GREF : La collectivisation de la campagne.

K. ZINZADZE : Lettre à Okoudjava.

L. TROTSKY : Grincement dans l'appareil.

N. : Le faux officiel et la réalité.

L. TROTSKY : Sur le mot d'ordre d'Assemblée nationale en Chine. Lettres de l'U.R.S.S., etc.

Prix de ce numéro : 5 fr.

En vente à la VERITE

45, Bd de la Villette, Paris (10°)

Il manque une grève générale

Mardi, le 13, fraction générale des métaux. Environ quatre-vingts présents. Ordre du jour : la préparation de la deuxième séance du congrès des usines de la métallurgie. Montjovis prend la parole pour se plaindre des membres du parti, qui ne sont pas intervenus au cours de la conférence préparatoire, laissant le champ libre aux minoritaires.

Camarade Montjovis, il n'y a rien d'étonnant à cela : on leur a désappris à discuter des questions politiques !

Après avoir dit que les ouvriers n'étaient pas venus aux réunions d'usines (sauf une fois, où il y en avait cinquante, les réunions d'usine groupaient de zéro à dix ouvriers), Montjovis ouvre la discussion.

« Qui demande la parole ? » — Personne ne bouge. Les permanents s'agitent, font appel à « l'autocritique ». Toujours rien. Il paraît que les ouvriers n'ont aucune envie de faire cette fameuse autocritique, qui consiste à s'attribuer à soi-même les échecs dus à la direction et à la fausse ligne du parti.

Après cinq minutes de vains efforts, un des permanents, Laroulandie, prend la parole pour s'embrouiller dans des histoires de tracts, d'affiches, de manifestations passées et à venir. Voici quelques « perles » recueillies dans son exposé : « Il faut lier le cahier de revendications des métaux à la manifestation du Mur des Fédérés. » — « Nous avons obtenu de bons résultats dans telle usine, on a réussi à entraîner quatre ouvriers à « notre réunion ».

Pendant ce temps, les infortunés auditeurs tuent le temps comme ils peuvent. Ils sortent des journaux et commencent à les lire. J'ai remarqué avec plaisir qu'il y en avait deux qui lisaient la *Vérité*.

Enfin, plusieurs camarades vont prendre la parole. Ils parlent de tracts, d'affiches, et ils s'élèvent contre les permanents, qui n'étaient pas venus parler aux portes des usines. A signaler que plusieurs orateurs insistent sur la nécessité de faire de la lutte contre les assurances sociales le mot d'ordre central du parti.

Des camarades demandent pourquoi la direction a laissé tomber le mot d'ordre de la grève générale de la métallurgie. On dirait que ça leur manque. Laroulandie va dire plus tard que lui, il ne l'a pas oublié, loin de là !

Une discussion violente éclate entre la cellule Renault et Weckstein, qui était venu à la porte de l'usine pour parler aux ouvriers et s'était dégonflé à la vue des flies. Les autres permanents viennent à son secours, les copains de chez Renault se font copieusement injurier, on leur demande s'ils ont formé leur comité de lutte et ils doivent être contents de s'en tirer à si bon compte.

Laroulandie termine en disant que les ouvriers sont prêts à la lutte, mais « les communistes sont en arrière des masses ». Sourire général. La séance est levée.

S'il y a, dans cette affaire, quelque chose de plus alarmant que l'indifférence des camarades de la base, c'est certainement le calme avec lequel la direction se moque d'eux.

Un correspondant.

Education stalinienne

Il y a, chez Citroën, un Comité de lutte qui compte environ 50 membres. Un fait précis va nous permettre de voir ce qu'il vaut. Lorsqu'on parlait, il y a quelque temps, de défendre l'automobile française contre la concurrence américaine, ce Comité demanda l'insertion, dans le journal de la cellule, d'un article intitulé : « Sauvons l'automobile française ! » que Citroën lui-même aurait pu signer. C'était un peu trop fort pour la cellule qui refusa de publier l'article. Mais les représentants du « Comité de lutte » ne se laissèrent pas repousser si facilement, ils revinrent à la charge et exigèrent que leur article paraisse, sinon ils se retiraient. La cellule s'inclina, l'article fut publié. On se borna à lui donner un commentaire.

Ce fait illustre d'une manière frappante le travail du parti dans les usines. Qui est responsable ? Mais la bureaucratie pourrie qui est incapable de donner un minimum d'éducation politique aux membres des organisations qu'elle contrôle.

Un ouvrier de chez Citroën.

LA VIE DE L'OPPOSITION

LIGUE COMMUNISTE

(Opposition)

ORGANISONS-NOUS !

La gauche communiste est en plein travail d'organisation. Plus se développe la crise du Parti, plus notre propagande se répand parmi les ouvriers et trouve le soutien des camarades du Parti, plus il nous faut renforcer notre organisation, préciser et développer notre plate-forme.

Nous vous déjà publié (*Vérité* du 18 avril N° 32) les statuts généraux de la Ligue, en les commentant largement, de façon qu'aucune équivoque ne se fasse sur notre existence et nos buts.

La Ligue Communiste (Opposition), est destinée à grouper et organiser les communistes exclus du Parti ou démissionnaires, qui acceptent la plate-forme de l'opposition de gauche internationale, ainsi que les membres du Parti.

Dans le Parti, les camarades s'organisent en fraction. En dehors, ils constituent des groupes indépendants.

Ainsi la Ligue n'est nullement et sous aucun rapport un Parti ; c'est l'opposition communiste de gauche organisée, luttant pour la renaissance du Parti communiste en France.

La plate-forme de l'Internationale communiste reste la sienne. Elle se revendique hautement — contre les bureaucrates — des décisions et points de vue des 4 premiers congrès de l'I.C.

La Ligue lutte à fond contre les liquidateurs de droite et leur nouveau parti non-communiste, anti-communiste ; le P.O.P. antichambre du parti S.F.I.O.

Nos tâches sont immenses, parce qu'elles ne se bornent pas à la France. L'opposition de gauche est internationale.

CONSTITUEZ DES GROUPES !

Partout où des camarades de la gauche sont exclus du Parti, ils doivent constituer un groupe. Plusieurs le sont déjà, à Paris, en banlieue, et en province !

Nous avons édité des cartes, avec des timbres mensuels (4 fr. par mois, réduit à 2 francs pour les membres du Parti). Les camarades qui peuvent constituer un groupe doivent écrire au *Secrétariat de la Ligue*, 45, boulevard de la Villette, Paris-10°, pour en obtenir, ainsi que des bulletins d'adhésion.

Chaque groupe doit élire un secrétaire et un trésorier.

Les groupes doivent comprendre des camarades fermement décidés à travailler, à s'éduquer en luttant, c'est-à-dire à remplir les tâches essentielles que le Parti néglige de remplir pour former des militants, des combattants révolutionnaires sûrs d'eux, ayant une sérieuse capacité de critique et de lutte.

La participation à la vie syndicale, à la lutte gréviste, aux manifestations révolutionnaires de toutes sortes, principalement avec les camarades du Parti, est le devoir élémentaire. Il faut en même temps faire un large travail de diffusion de la *Vérité* et de ses points de vue.

Il faut écrire à la *Vérité*, des correspondances ouvrières sur tous les sujets, et aussi des critiques.

Chaque groupe devra aussi constituer une petite bibliothèque nécessaire à tout communiste qui veut s'éduquer et se désintoxiquer de la littérature officielle du Parti. Ecrivez à ce sujet au Secrétaire de la Ligue.

Au travail, avec courage !

GROUPE DU BOURGET-DRANCY

Nous avons déjà signalé la constitution de noyaux communistes, de groupes de la Ligue, à Chaligny, Longwy, etc... Pour la banlieue, plusieurs sont en voie de constitution. Au Bourget, le groupe a été constitué la semaine dernière.

Une réunion eut lieu à laquelle assistaient plusieurs camarades du coin, tous anciens militants du Parti. Leur groupe s'étendra sur la région du Bourget (où le Parti n'a aucune organisation), Drancy, Blanc-Mesnil, la Courneuve, Montreuil. La discussion a démontré que ces camarades étaient d'accord avec la plateforme de la Ligue. Le groupe fut constitué. Le camarade Roulet en sera secrétaire.

Il faut maintenant réveiller l'activité communiste dans la région, puisque le Parti a disparu. Justement un 100 p. cent du Parti vint sur le tard à la réunion, en essayant d'y apporter une contradiction de règle. Malheureusement pour lui personne n'écouta ses appels démagogiques

et ses jugements grossiers. Il fut obligé de se retirer. Les ouvriers montrent de plus en plus clairement que le bourrage de crâne ne leur suffit pas ; ils veulent la vraie discussion, la loyauté et l'honnêteté dans les procédés polémiques, parce que le communisme et l'activité révolutionnaire ne peuvent pas s'accommoder de la démagogie, de la déloyauté, du caporalisme, des calomnies et des mensonges. Au travail !

A l'aide de la "Vérité"

Un certain nombre de nos camarades ont déjà répondu à notre appel. C'est seulement le début d'un effort collectif qui doit être poursuivi avec volonté et persévérance.

La *Vérité* est actuellement l'arme la plus efficace dont les ouvriers révolutionnaires disposent pour travailler à la renaissance du mouvement communiste. Il est nécessaire de l'aider à vivre et à intensifier son action.

Un travail pratique qui est un travail politique

Tous nos camarades doivent faire lire la *Vérité* autour d'eux au plus grand nombre de camarades possible. Ils doivent devenir les inspecteurs bénévoles de la vente en contrôlant la distribution dans les kiosques et les librairies, en nous signalant les coins mal desservis.

Partout où il y a des ouvriers, la « Vérité » doit être présente.

Ils doivent se souvenir que l'abonnement est la meilleure ressource d'un journal. C'est en même temps le moyen de lier de la façon la plus suivie nos camarades à leur journal. Ils doivent s'abonner et recueillir autour d'eux des abonnements.

Souscrivez et faites souscrire

De plus, nos camarades doivent participer directement et activement à la vie du journal en lui adressant chaque semaine leur souscription. Ils doivent faire circuler parmi les camarades qui les entourent nos listes de souscriptions.

La « Vérité » qui est le journal de tous les communistes opposés à la besogne des concours de tous. Elle doit le recevoir.

Un soutien sérieux et constant

Vingt-quatre camarades du groupe parisien ont pris le Premier Mai une initiative qui doit être reprise par le plus grand nombre possible : ils se sont engagés à apporter à notre souscription un versement hebdomadaire.

Camarades, suivez l'exemple de nos camarades de Paris, groupez-vous autour de votre journal et donnez-lui les forces qui lui permettront d'intensifier notre action commune pour le renforcement du mouvement révolutionnaire.

Envoyez les fonds directement à la *Vérité* au compte chèque postal : P. Frank 136-855 Paris.

LA LISTE DE LA SEMAINE

Lemoine, 10 fr. ; Colliex, 10 fr. ; Legel, 10 fr. ; Courdavault, 10 fr. ; C. C., 12 fr. ; Un camarade de Vendée, 10 fr. ; Sarah Menant, 5 fr. ; C. (excédent d'abonnement), 4 fr. ; Madrange, 2 fr. ; Un jeune oppositional, 25 fr. ; Thévenot, 5 fr. ; Georges, 5 fr. — Rey, 2 fr. — Un groupe de camarades de Bagnolet (1er vers.), 12 fr. — id. (2° vers.), 12 fr. 50. — 24 camarades du groupe de Paris (2 semaines), 260 fr. — Total : 386 fr. 50.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC

10, Cité Nys, PARIS-XI^e
Tél. : Ménilmontant 73-26